Edition d'Alger - ISSN IIII - 0074

Le Soir D'ALGERIE

www.lesoirdalgerie.com

Quotidien indépendant

14 terroristes d'Al Qaïda se rendent à Illizi

Quatorze terroristes d'Al Qaïda au Maghreb islamique se sont rendus, dimanche, aux autorités dans la wilaya d'Illizi, apprend-on de sources sûres.

Ces repentis activaient dans l'extrême sud du pays, au niveau des zones frontalières avec le Niger et le Mali. Cette importante reddition intervient au moment où des informations font état du renforcement des moyens militaires d'Aqmi pris dans les dépôts de l'armée libyenne.

R. N.

ALGER 2025 LES TALIBANS PRENNENT LA PAGE 2

● **L'AVOCAT DE GHARBI :**

«Le dossier de mon client est bloqué»

PAGE 5

BOUTEFLIKA N'A PAS ASSISTÉ À LA SÉANCE D'OUVERTURE

Une société civile qui peine à s'affranchir

PAGE 3

Periscoop

Soirperiscoop@yahoo.fr

Mercredi 15 juin 2011 - Page 2

Ziari s'incruste

Les cadres du FLN n'ont pas du tout apprécié le fait que Abdelaziz Ziari accompagne Abdelaziz Belkhadem devant la commission Bensalah. Ils estiment, en effet, que le président de l'Assemblée n'avait pas à jouer les seconds rôles face au président du Conseil de la nation. Interpellé à ce sujet, le secrétaire général du FLN a indiqué que c'est Ziari qui a fait un forcing pour l'accompagner.

Technologie suisse

C'est finalement l'entreprise suisse OVD qui a remporté le marché de la sécurisation du passeport biométrique algérien. L'Hôtel des monnaies avait dû lancer un autre avis d'appel d'offres international pour remplacer le français Fasver qui avait fourni un produit ne répondant à aucune norme de sécurité.

Quand Ouyahia s'intéresse au FLN

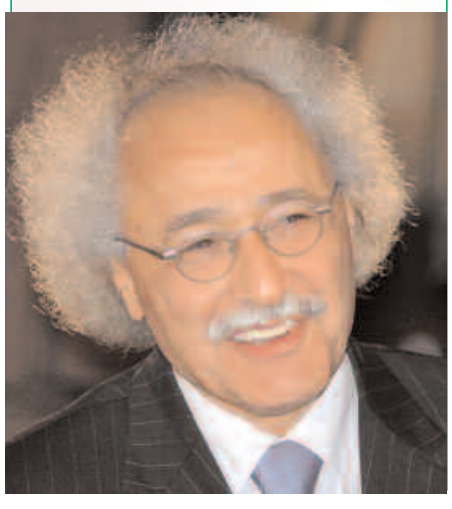
Le chef du RND et l'ex-président de l'Assemblée nationale se sont rencontrés à Alger, indiquent des sources crédibles.

A en croire des indiscrétions, Ahmed Ouyahia se serait, au cours de cette rencontre, longuement intéressé aux rapports de force au sein du FLN ainsi qu'à l'éventualité d'une candidature de Belkhadem à la prochaine présidentielle.

Défections

La salle des Congrès du Palais des Nations était hier pleine à craquer de représentants de la société civile mais la situation risquerait de changer radicalement au deuxième jour.

Beaucoup d'associations se sont retirées des assises de la société civile à peine après l'ouverture des travaux, dénonçant leur déroulement.



Un jour, un sondage

Estimez-vous que les examens du baccalauréat se sont déroulés dans de bonnes conditions ?

- ☐ OUI
- ☐ NON
- ☐ sans opinion

Résultats du dernier sondage

Pensez-vous que la communauté internationale doit intervenir en Syrie comme elle l'a fait en Libye ?

OUI : 58%
NON : 38,15 %
SANS OPINION : 3,85 %

Déposez votre réponse sur le site du *Soir d'Algérie*
www.lesoirdalgerie.com

Le Soir d'Algérie

Edité par la SARL
SIÈGE :
DIRECTION-RÉDACTION :
Fax : 021 67.06.76

ADMINISTRATION :
Fax : 021 67.06.56
1, Rue Bachir Attar
Place du 1er -Mai - Alger -
Tél. :
021 67.06.58 - 021 67.06.51

COMPTES BANCAIRES :
CPA : Agence
Hassiba Ben Bouali
N°116.400.11336/2

BNA : Agence «G»
Hussein-Dey
N° 611.313.335.31
CCP : N° 14653.59
Registre du commerce :
RC N° 0013739.B.00

MEMBRES FONDATEURS :
Maâmar FARAH
Djamel SAÏFI
Fouad BOUGHANEM
Zoubir M. SOUISSI
Mohamed BEDERINA
GÉRANT-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Fouad BOUGHANEM
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Nacer BELHADJOUDJA
P.A.O. : «*Le Soir*»

PUBLICITÉ
Le Soir : SIÈGE -
Fax : 021 67.06.75

BUREAUX REGIONAUX :
BOUMERDÈS
«Résidence Badi», bt 3, 2e étage,
RN n° 24, Boumerdès-ville
Tél./fax : (024) 81 64 18
Email : lesoir_boumerdes@yahoo.fr
ANNABA
19, rue du CNRA
(Cours de la Révolution)
Tél. : 038 86.54.22
Fax : 038 86.61.76
Télex : 81095
BLIDA
103, Avenue Ben-Boulaïd
Blida
Tél./Fax : 025 40.10.10 -
Tél. : 025 40.20.20
CONSTANTINE
9, rue Bouderbala
(ex, rue petit), Constantine
Tél. : 031 92.34.23
Fax : 031 92.34.22
ORAN
3, rue Kerras Aoued.
Tél. : 041 33.23.95
SÉTIF
Rue du Fida, centre commercial Zedioui
1re étage, Sétif.
Tél. : 036 91 48 59
Fax : 036 84 18 37
TIZI-OUZOU
Bt Bleu,cage C
(à côté de la CNEP)
2e étage, gauche
Tél. : 026 22.87.04
Fax : 026 22.87.01
MASCARA
Rue Senouci Habib
Maison de la presse.
Tél./Fax : 045 80.28.43
TLEMCEN
Cité R'hiba Bt n°2 RDC.
Tél. : 043 27.30.61 /
Fax : 043 27.30.82
BOUIRA
Gare Routière. Lot N°1.
3e étage - Tél. : 026 94 29 19
E-Mail : lesoirbouira@hotmail.com
BATNA
5, rue des Aurès - Batna
Tél./Fax : 033.80.24.20
BÉJAÏA
19, rue Larbi Ben-M'hidi
(rue Piétonnière),
Béjaïa-ville 06000
Tél. : 034 21.14.51
Fax : 034 21.18.60
BORDJ-BOU-ARRERIDJ
2, rue Cherifi Mohamed
(près du cinéma Vox)
Tél./Fax : (035) 68-10-52

IMPRESSION
Centre : S.I.A Alger
Est : S.I.E Constantine
Ouest : S.I.O Oran

DIFFUSION
Est : *Sodi-Presse*
Centre : *Le Soir*
Ouest : *KDPO*

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

NOTRE JOURNAL
fait sienne cette citation de Joseph Pulitzer, fondateur du journalisme moderne :
«Il (son journal, ndlr) combattra toujours pour le progrès et les réformes, ne tolérera jamais l'injustice et la corruption ; il attaquera toujours les démagogues de tous les partis, n'appartiendra à aucun parti, s'opposera aux classes privilégiées et aux exploiteurs du peuple, ne relâchera jamais sa sympathie envers les pauvres, demeurera toujours dévoué au bien public. Il maintiendra radicalement son indépendance, il n'aura jamais peur d'attaquer le mal, autant quand il provient de la ploutocratie que de ceux qui se réclament de la pauvreté.»

BOUTEFLIKA N'A PAS ASSISTÉ À L'OUVERTURE

Une société civile qui peine à s'affranchir

Les acteurs de la société civile invités aux premières assises qui lui sont dédiées arriveront-ils à s'affranchir de toutes les tutelles ? Une question qui reste posée après l'intervention pour la moins insolite de quelques représentants de la société civile qui, à l'ouverture des travaux, ont vivement réagi à l'absence du portrait du président de la République dans la salle du Palais des Nations.

Une réaction qui trahit la difficulté de certains de n'accepter aucune chapelle. Les assises de la société civile étaient pourtant censées être un espace de dialogue sous tutelle d'aucun organisme officiel.

Si l'absence des officiels a été appréciée par beaucoup de présents qui ont applaudi le fait que l'intervention d'un représentant de Bouteflika, pourtant inscrite au programme, le président du Cnes lui-même n'a pas résisté à la tentation de faire référence plusieurs fois dans son discours au président de la République qui d'ailleurs, dira Babès, sera destinataire des propositions qui émaneront des assises. Les participants élaboreront en effet des propositions à l'issue des ateliers thématiques dédiés à l'économie et la croissance, la protection sociale et la solidarité, la rénovation du système de gouvernance, la jeunesse et ses aspirations, le cadre organique et de fonctionnement autour d'une charte de la société civile.

N. I.

SIDI SAÏD :

«Il n'y a aucune rivalité avec les autres syndicats»

Photos : Samir Sid

Présent hier aux côtés de syndicats ayant plus l'habitude de battre le pavé pour revendiquer leurs droits qu'à des réunions de salons, le patron de l'UGTA expliquait qu'il «n'y avait aucune rivalité syndicale ou politique avec les autres syndicats.

Ils sont tous les bienvenus». Madjid Sidi Saïd ajoutait que l'initiative du Cnes était originale et n'était en aucun cas dictée par les partenaires européens de l'Algérie.

N. I.

JEAN-PAUL CARTERON, PRÉSIDENT DU FORUM CRANS MONTANA :

«Qu'il en ressorte des éléments de dialogue»

Invité à prendre la parole à l'ouverture des travaux des assises, Jean-Paul Carteron voit en ces assisses une «initiative unique» et une «volonté sûre» d'ouvrir un débat pour lequel, dit-il, l'Algérie «est prête».

Le président du Forum Crans Montana, faisant un lien avec les événements ayant secoué la région, prédit que ce mouvement frappera tous les pays à l'avenir avec une intensité différente.

N. I.

LAURA BAEZA, CHEF DE LA DÉLÉGATION DE L'UE :

«L'UE n'impose rien»

Prenant la parole au nom du représentant du Comité économique et social européen, la chef de la délégation de l'UE a qualifié la démarche du Cnes d'historique.

Laura Baeza estimait que «cette démarche reflète la nouvelle philosophie de partenariat. L'UE ne peut pas rester indifférente au Printemps arabe. Ces événements ont motivé l'UE pour revoir sa stratégie en faveur de la révision de sa politique de voisinage et une nouvelle approche basée sur le respect puisque l'UE ne compte pas imposer une réforme mais veillera à soutenir la société civile».

N. I.

OUVERTURE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Et la parole est donnée aux citoyens

Les premiers états généraux de la société civile, initiés par le Cnes, ont débuté hier. Durant trois jours de débats, la parole sera donnée aux citoyens algériens.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Chaque citoyen est l'Etat. Un concept philosophique, politique, social, une utopie même selon des penseurs et dans certaines sociétés.

Mais un postulat qui s'est réalisé, selon Hela Beji, écrivaine, représentante de la société civile tunisienne, s'exprimant hier au Palais des nations, à l'ouverture des premiers états généraux de la société civile, initiés sous l'égide du Conseil national économique et social (Cnes).

En présence d'un millier d'acteurs sociaux et économiques, de représentants de l'élite revendicative nationale, Hela Beji a estimé qu'une nouvelle conception de la citoyenneté, une dignité retrouvée, ont émergé de la révolution tunisienne, déclenchée début janvier 2011 et au «souffle mondial».

Certes, «il n'y a plus de hiérarchie», voire il n'y a pas d'ordre» et l'Etat n'existe plus au sens coercitif dans le pays du jasmin selon l'hôte du Cnes. Pour autant, «le citoyen arrive à commander et c'est l'Etat qui a appris à obéir.

L'autorité s'exerce sans la force», assure cette Tunisienne.

Pourrait-il en être le cas en Algérie ? Le citoyen algérien retrouvera-t-il accès à la parole, non brimée libérée de toute entrave ? Pourra-t-il mener sa révolution ? Vivre son propre printemps arabe ?

Répondant à sa manière à ces questions, notamment devant un aréopage étranger, le président du Cnes, Mohamed-Seghir Babès a affirmé que les états généraux de la société civile, sous la bénédiction du président de la République, sont «une déclinaison» de ce printemps arabe.

Et qu'il est temps de «libérer la parole», permettre aux acteurs sociaux de débattre «à ciel ouvert, en toute transparence», assure-t-il.

Au nombre d'un millier, les représentants de la société civile, acteurs du mouvement syndical et associatif économique, social, culturel, tant autonomes que gravitant autour du pouvoir, sauront-ils, pourront-ils satisfaire à cet engagement ? Ces acteurs pourront-ils influer sur le système de gouvernance politique ?

Photos : NewPress

Mohamed-Seghir Babès estime que ces états généraux sont une déclinaison du printemps arabe.

L'opportunité est, néanmoins, permise depuis hier, aujourd'hui et demain matin, à ces acteurs de débattre et de formuler des recommandations, dans le cadre de cinq ateliers consacrés, le premier à la redéfinition du régime de croissance, le second à la sauvegarde du système de protection sociale, le troisième au rôle de la société civile, le quatrième à la problématique de la jeunesse et le cinquième à la rénovation de la gouvernance.

C. B.

TOURISME

L'ONAT menacé

A l'image du tourisme qu'il est censé promouvoir, l'Office national algérien du tourisme (ONAT) se meurt. Ce sont les membres du syndicat (UGTA) et du comité de participation de cette entreprise publique économique (EPE) qui le disent. Cri de détresse !

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les travailleurs de l'ONAT redoutent fort que l'Office rejoigne, dans l'indifférence, le cimetière de la multitude d'entreprises ayant mis la clef sous le paillasson.

Aussi, à travers leur représentation syndicale, ils ont décidé, dans un ultime recours, d'interpeller le Premier ministre.

Dans une lettre, datée du 8 juin dernier, ils sollicitent en effet une intervention diligente du Premier ministre pour éviter que l'ONAT ne ferme. La situation de l'entreprise, telle que décrite dans la missive, n'est pas pour rasséréner les travailleurs. Les campagnes de hadj, qui permettaient jadis à l'Office de survivre, ne peuvent plus désormais faire, à elles seules, le bonheur de l'ONAT.

Photo : NewPress

Hamouche Belkacemi, P-dg de l'ONAT.

La répartition des hadji par quotas entre différents opérateurs se solde évidemment par un manque à gagner à l'Office. Pour cette année, nous apprend la lettre adressée au Premier ministre, le quota de hadji attribué à l'ONAT n'est plus que de 1 000 pèlerins.

Cependant, il n'y a pas que ce quota de hadji attribué qui pénalise l'ONAT. Il y a également mais surtout «la subite suppression de l'autorisation accordée par la banque Centrale depuis mars 1999 de pouvoir effectuer des transactions commerciales par le biais de la banque en devises avec nos clients et de ce fait pouvoir rémunérer nos partenaires à l'étranger la partie devises transférable».

Immanquablement, une telle contrainte ne peut que ralentir le rythme de croisière d'un opérateur qui, de plus, doit faire face à une concurrence acharnée. Surtout que, par ailleurs, l'ONAT est devant l'impossibilité légale de «conversion des disponibilités financières en monnaie nationale en devises afin de pallier ce brusque changement».

Les travailleurs de l'ONAT, qui se sont tournés vers Ouyahia, après avoir vainement tenté d'attirer l'attention de la fédération UGTA du secteur ainsi que le ministère de tutelle, évoquent également «les empêchements imposés au créneau d'activité de tourisme réceptif pratiqué par l'entreprise dans les régions du Grand Sud» ainsi que «le rattachement en décembre 2010 de l'ONAT au ministère du Tourisme suite à une décision du CPE prise en mars 2008, en marge de tout le processus légal et réglementaire encadrant ce type de mesures, installant la société dans un environnement ambigu».

S. A. I.

BACCALAURÉAT 2011

Dernière ligne droite pour les candidats

C'est les vacances pour les candidats au baccalauréat lettres et philosophie. Ceux des autres filières plancheront aujourd'hui sur les deux dernières épreuves de l'examen.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les candidats au bac des classes lettres et philosophie ont passé, hier, leur dernière épreuve. «Délivrés» de cet examen, ils pensent déjà aux vacances.

Les candidats des autres filières, quant à eux, ont encore une journée de labeur. Rencontré à la sortie du lycée El Idrissi, à Sidi M'hamed, Mouloud, élève en lettres et philosophie au lycée Béjaoui, à El Madania, estime qu'il a bien travaillé dans les différentes matières examinées.

«Je me sens vraiment soulagé. Le sujet d'aujourd'hui des sciences islamiques était très facile. Je suis certain que j'aurais mon bac», a-t-il dit. Toutefois, il a dénoncé le comportement de certains surveillants. «Lors des différentes épreuves, j'ai consommé tout le temps accordé pour m'assurer de bien répondre. Mais à chaque fois, les surveillants me pressaient pour sortir», a-t-il expliqué. Pour les candidats des autres filières, l'après-midi libre de mardi a été pour certains l'occasion de réviser et pour d'autres de se reposer.

Photo : Samir Sid

Les littéraires enfin délivrés.

«J'en profiterai pour réviser et apprendre quelques lois de physique», dira Amina, élève en classe scientifique.

Même programme pour Abderrahmane et Imane.

Pour ces deux matheux, cela a été l'occasion de «se rafraîchir» la mémoire à la veille de l'épreuve de physique.

Toutefois, ils sont nombreux ceux qui ont opté pour le repos absolu. «Plus de révisions, plus de cours. Cet après-midi, nous allons nous reposer physiquement et moralement avant de reprendre demain avec l'examen de physique et celui de philosophie», affirmeront Idir et ses amis, candidats en classe mathématiques techniques.

R. N.

MARINS RETENUS PAR LES PIRATES SOMALIENS

Les familles observent un sit-in devant l'ambassade de Jordanie

Les familles des 17 marins algériens, retenus en otage sur le navire Blida par des pirates somaliens, restent mobilisées et ont été reçues hier à l'ambassade de Jordanie où elles ont tenu un sit-in. Elles voulaient attirer l'attention des diplomates jordaniens sur la situation des marins et sur «la lenteur des négociations entamées entre l'affréteur, jordanien de nationalité, et les pirates somaliens en vue de la libération des otages».

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Ils étaient hier, dès le début de matinée devant l'ambassade de Jordanie. Les familles des 17 marins du *Blida* rassemblées devant l'ambassade de Jordanie ont tenu, encore une fois, à crier leur détresse et attirer l'attention sur la situation des marins retenus par les pirates somaliens depuis près de cinq mois.

Sommées de s'éloigner de la porte principale de l'ambassade par les policiers en faction, les familles ont tenu bon et sont restées sur place insistant pour être reçues au sein de la représentation diplomatique. Elles seront, toutefois, empêchées de brandir leurs banderoles. «J'ai confectionné cette banderole moi-même, pour mon père, pour qu'il revienne, c'est tout ce que nous pouvons faire pour eux pour l'instant, du moment que nos appels à nos autorités sans restés sans écho» s'écrie la fille du marin Kehil ou «l'hadj» comme elle aime bien l'appeler. «Pour mon papa, que Dieu le fasse revenir, nous sommes aux portes du mois de Ramadhan et nous souhaitons qu'il soit avec nous», confie la jeune fille.

Les représentants des familles ont finalement été reçus par un diplomate jordanien qui leur a assuré qu'ils allaient s'enquérir de l'affaire du *Blida*.

Quelques-unes des familles présentes ont assuré qu'elles passeront la nuit sur place, décidées à obtenir gain de cause. Ceci d'autant plus que les contacts avec les marins retenus dans les eaux somaliennes sont rares.

Selon M. Achour, porte-parole des familles, le dernier contact remonte à plus d'une semaine quand un des marins a été autorisé à appeler sa famille et leur donner de ses nouvelles.

«Les pirates concèdent de temps en temps de laisser un des otages téléphoner à ses proches. C'est une façon d'accentuer notre stress certainement et de tenter de mettre toutes les chances de leur côté pour réussir leurs négociations avec l'affréteur», explique notre interlocuteur.

Les familles affirment qu'elles n'ont pas reçu d'informations supplémentaires de la part de la direction d'IBC, filiale de la CNAN. Le sit-in organisé, hier, fait suite à une série de manifestations du genre pour lesquelles se sont mobilisées les familles des marins otages, notamment devant le siège d'IBC et de la direction de la CNAN. Ne perdant pas espoir, elles assurent qu'elles restent mobilisées jusqu'à la libération des leurs.

Le vraquier *Blida* a été intercepté au large du sultanat d'Oman le 1er janvier dernier par des pirates somaliens. Depuis, le bateau est retenu dans les eaux somaliennes.

F.-Z. B.

CONCLAVE HIER DES PRÉSIDENTS DE GROUPES PARLEMENTAIRES

Guerre autour des postes vidés par le RCD

Le gel, jusqu'à la fin du mandat en cours, des activités parlementaires du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ouvre la course aux postes de responsabilité au niveau des commissions et bureau de l'Assemblée.

Hier, les présidents des groupes parlementaires des différents partis siégeant à l'APN se sont réunis, apprend-on de bonne source, afin de se répartir les postes jusque-là occupés par les députés du parti de Saïd Sadi.

Le conclave ne s'est, cependant, pas soldé par quelques résultats probants. Le consensus s'est avéré être difficile à établir, tant les convoitises étaient fortes. Même les chefs des groupes parlementaires de l'Alliance présidentielle étaient dans l'incapacité de s'entendre sur un partage à «l'amiable» des postes désertés par le RCD. Et le poste le plus convoité reste, bien évidemment, celui de vice-président de l'APN qu'occupait le député du RCD Nordine Aït Hamouda.

La réunion des présidents des groupes parlementaires a enregistré également, apprend-on encore, la montée au créneau du Front national algérien (FNA) qui, estimant sa représentation parlementaire plus conséquente que celle du Parti des travailleurs (PT), réclame de disposer d'une vice-présidence de l'APN.

Le consensus n'ayant pas été établi, le bureau de l'APN devra, indique-t-on, prendre le relais et trancher la question. La réunion du bureau de l'institution présidée par Ziari est attendue pour au plus tard aujourd'hui mercredi.

S. A. I.

SMAÏN CHAMA, AVOCAT DU MOUDJAHID MOHAMED GHARBI :

«Le dossier de mon client est bloqué au ministère de la Justice»

L'avocat du moudjahid Mohamed Gharbi, Me Smaïn Chama, estime que le dossier relatif à la mise en liberté conditionnelle de son client est bloqué au niveau du ministère de la Justice.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Qui en veut encore au moudjahid et patriote Mohamed Gharbi ? Nul ne peut répondre à cette question, pas même son avocat.

«Le dossier de mon client a été transmis au ministère de la Justice au courant du mois de février.

La commission chargée d'étudier la demande de mise en liberté conditionnelle ne s'est toujours pas prononcée sur le cas de Mohamed Gharbi. C'est une situation incompréhensible qui dure depuis plus de 4 mois», a indiqué, hier, Me Chama. «J'ai la nette impression que ce dossier est bloqué au niveau du ministère de la Justice.

Il faut dire que la décision de la présidence de la république a été appliquée avec célérité. Mais tout s'est ralenti dès l'intervention du ministère de la Justice. La procédure de mise en liberté conditionnelle est totalement légale et mon client a payé sa dette envers la société. Pourquoi refuse-t-on de lui accorder son droit ?», s'interroge Me Chama. L'avocat a récemment rencontré Mohamed Gharbi à la prison de Khenchela. Selon lui, l'homme garde un très bon moral malgré son état physique. «J'ai été agréablement surpris. Mohamed Gharbi est certes malade, mais il jouit d'un mental hors du commun.»

LMG : le combat continue

De leur côté, les membres du collectif Libérez Mohamed Gharbi ont décidé de poursuivre leur combat jusqu'à la libération définitive du moudjahid patriote de Souk-Ahras.

Après avoir organisé des campagnes de signatures, des sit-in et des concerts pour soutenir la cause de Mohamed Gharbi, le LMG a récemment lancé une nouvelle opération consistant à adresser des lettres, des mails et des fax au ministère de la Justice.

«Le ministre et les responsables du département de la justice doivent comprendre que nous continuons notre combat. Nous avons donc décidé d'envoyer un maximum de lettres pour exiger la libération de Mohamed Gharbi.

Une lettre type est disponible sur la page Facebook de LMG, mais ceux qui veulent participer à cette campagne peuvent adresser des textes différents», explique Khaled, un des membres fondateurs de LMG.

Selon lui, l'objectif est de permettre à Mohamed Gharbi de célébrer le 5 Juillet parmi ses proches.

T. H.

Photo : DR

Mohamed Gharbi.

ONEM

Khalfa Mebarek contesté

L'Onem (Organisation nationale des enfants des moudjahidine) serait-elle dans la tourmente ? Certains de ses membres demandent, selon les affirmations de Rachdi Farid Azzeddine et Mourad Kessar, membres du bureau de l'organisation dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, le départ de M. Khalfa Mebarek, secrétaire général de l'ONEM.

Une revendication que les militants ne comptent, cependant, pas porter dans la rue. Ils demandent aux autorités une autorisation pour tenir un mégarassemblement à la Coupole, dans la capitale. «Nous ne sommes pas des perturbateurs, nous demandons l'autorisation pour un rassemblement à la Coupole pour prouver que les enfants des moudjahidine demandent le départ du SG», a indiqué M. Kessar.

De son côté, M. Rachdi a expliqué que les contestataires demandent la tenue «dans les plus brefs délais» d'un congrès extraordinaire pour élire un nouveau représentant.

Ils accusent l'actuel représentant de «n'avoir rien fait pour les enfants des moudjahidine depuis son installation à la tête de l'ONEM il y a 17 ans». **S. A.**

COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

INVITATION

L'obstination du pouvoir à traiter la crise politique que vit le pays en dehors de tout débat trahit sa volonté d'imprégner sa propre et unique lecture. Les simulacres de consultations pilotées par ce dernier, en dehors d'acteurs et de personnalités crédibles, ont fini par polluer les espaces d'expressions et de débats. La CNCD, soucieuse de dévoiler les véritables enjeux de l'heure et par là même proposer une solution à la crise politique algérienne, vous invite à une conférence-débat qu'elle organisera le 15 juin 2011 à 10h à la salle Cervantès (hôtel Sofitel), Alger. La CNCD, consciente de l'importance de votre présence, vous prie de bien vouloir honorer ses membres par votre présence et vos réflexions qui ne manqueront certainement pas de faire avancer les débats sur la crise algérienne.

EN VISITE À SOUR-EL-GHOZLANE

Felioune refuse de parler de la polémique Ouyahia-Sahnouni

Présent hier à l'Ecole nationale de l'administration pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane où il a présidé à la sortie de la 23e promotion d'agents de rééducation, le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Mokhtar Felioune, a refusé de répondre à la question relative à l'information faisant état de l'instruction donnée aux directeurs de prisons d'établir la liste des prisonniers islamistes purgeant leurs peines à leur niveau.

M. Felioune s'est contenté de dire, malgré notre insistance, qu'il ne saurait «répondre à une question qui ne relève pas de ses prérogatives».

Et en lui rappelant que les directeurs des prisons sont bel et bien sous sa coupe, il réitéra sa réponse en précisant qu'il n'est que «responsable de la gestion administrative des pénitenciers» et qu'il n'a «aucune relation avec ce sujet».

Pour rappel, El Hachemi Sahnouni, l'un des fondateurs de l'ex-FIS, a évoqué récemment avoir reçu des engagements quant à une amnistie générale au profit de tous les prisonniers islamistes qui auraient été condamnés dans les années 1990. De son côté, Ouyahia a, lors d'une émission télévisée, écarté cette éventualité. Au lendemain des déclarations du Premier ministre qui parlait en tant que SG du RND, Sahnouni est intervenu pour maintenir ses déclarations.

Pendant ce temps et comme pour ajouter plus d'opacité à un sujet aussi sensible, des informations font état de directeurs de prison qui auraient été instruits pour établir des listes exhaustives de prisonniers islamistes purgeant des peines à leur niveau et selon la période et la nature de la peine.

Vraie ou fausse information ? Nul ne le sait.

Ce qui est sûr, c'est que ni le ministre de la Justice ni le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion ne sont prêts à répondre à cette question, offrant ainsi l'occasion aux spécialistes de l'intox de faire dans la rumeur et la surenchère.

Y. Y

ORAN

Les souscripteurs AADL protestent dans la rue

Hier après-midi, près d'une cinquantaine d'hommes et de femmes s'est rassemblée devant le siège de la CNEP d'Oran, à Es Seddikia, pour crier leur colère.

Cela fait 10 ans que ces personnes attendent d'avoir leurs logements. La manifestation a failli tourner au drame avec une tentative d'immolation par le feu.

Immédiatement des policiers sont arrivés sur les lieux pour tenter de calmer les esprits. La raison de ce mécontentement est le non-affichage de la liste des bénéficiaires d'un programme de logements datant de 2001 qui dépendait de l' AADL avant son transfert à la CNEP-Immo.

Deux sites sont prévus, l'un de 733 logements et l'autre de 1 052. Ces logements ont été achevés mais non attribués. «Pourquoi le directeur de la CNEP refuse de nous recevoir et d'afficher la liste alors que le problème est réglé depuis 2010 avec l'AADL ? Il refuse de nous recevoir et nous sommes toujours-là à attendre, jusqu'à quand ?» lance une femme.

Sur place, une délégation des souscripteurs cherchait à être reçue par le directeur régional de la CNEP pour avoir une réponse claire. «Notre patience a des limites ? Qu'est-ce qu'ils essaient de manigancer», nous lancent encore plusieurs manifestants.

Fayçal M.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Notre confrère Hamid Yacine, journaliste au quotidien arabophone *El Khabar,* a été officiellement inculpé, lundi 13 juin 2011, par le juge d'instruction en charge de l'affaire Ali Tounsi. Tout comme notre confrère, le Syndicat national des journalistes exprime sa surprise de ce que le concerné, cité comme simple témoin en raison d'un article sur l'affaire qu'il avait rédigé le 16 mars 2010, se voit signifier son inculpation à l'issue de son troisième passage chez le juge d'instruction, lundi dernier.

Et ce, en vertu de l'article 301 du code pénal, lui signifie-t-on. Plus d'une année après les faits et la parution de l'article incriminé, il est ainsi reproché à Hamid Yacine d'avoir violé le secret d'instruction.

C'est d'autant plus surprenant comme mutation dans le statut du prévenu de témoin à accusé que, depuis le dramatique assassinat de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, des centaines d'articles de presse sont parus dans les colonnes des journaux algériens au sujet de cette affaire-là, sans qu'aucun média ni journaliste ne soit inquiété par la justice.

La gravité de l'affaire, les circonstances de son avènement et l'importance et le rang du défunt Ali Tounsi exigeaient naturellement de la presse algérienne de s'y intéresser de près, de la commenter et, surtout, d'accomplir son devoir envers l'opinion publique.

La quête de la vérité, c'est aussi le travail de la presse. Pour quelle raison alors inculper un confrère qui n'a fait que son travail de journaliste ? Le rebondissement de lundi dernier inquiète le Syndicat au plus haut point.

Cela nous replonge dans l'ambiance frénétique du harcèlement judiciaire contre la presse des années 2003, 2004 que permettait un code pénal liberticide et qui l'est finalement resté en dépit de l'engagement du pouvoir, et à plus haut niveau de dépénaliser les délits de presse.

Le Syndicat, qui assure notre confrère de son entière solidarité, interpelle les pouvoirs publics pour qu'ils mettent fin immédiatement au recours au tristement célèbre code pénal et de revenir, comme ils s'y sont engagés publiquement, à des normes universelles régissant la presse. L'ère des procès politiques contre les journalistes appartient à un passé à jamais révolu.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général
Kamel Amarni

SOCIÉTÉ CIVILE

L'indispensable organisation

«La vie politique nationale ne peut être l'affaire d'un roi, d'une dynastie, d'une tribu ou de chefs cooptés par des élites autoproclamées, mais l'affaire de tous.»

M. Harbi

Une définition complexe

En Algérie comme dans le reste du monde, il convient de préciser qu'il est difficile de donner une définition stricte de la société civile, tant ses frontières sont mouvantes et incertaines. L'Unesco entend par société civile «l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, c'est-à-dire un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale ni à la sphère commerciale». Elle est «le domaine de la vie sociale civile organisée qui est volontaire, largement autosuffisant et autonome de l'État». C'est le corps social, par opposition à la classe politique. De façon générale, la société civile est un ensemble du corps social qui s'inscrit principalement dans la démocratie participative et influe, en marge des États, sur les décisions politiques et économiques. Elle agit, principalement, comme une sorte de contre-pouvoir et regroupe un ensemble hétérogène d'entités : autorités locales, organisations syndicales et patronales, ONG, associations professionnelles, instituts de recherche, universités, groupements communautaires, communautés religieuses, organisations caritatives, et fondations privées. La société civile est devenue, à l'exception des Etats autoritaires, une composante incontournable du dialogue politique, économique, social et culturel. Son influence, tant sur les États que sur l'opinion publique, est perceptible à tous les niveaux. Affranchies des codes traditionnellement reconnus, ces nouvelles formes de démocratie participative, même si elles ont été élaborées au-delà du cadre étatique national et international, ne sont pas un obstacle, mais plutôt la promesse d'un fructueux partenariat.

En Algérie, les parlementaires sont censés représenter la base du pouvoir politique légitime et garantir les principes démocratiques au niveau national : des élections libres et justes, la liberté de la presse, le respect du droit et de la citoyenneté sans discrimination et, enfin, l'existence d'une société civile forte.

À partir des années 1980-1990. Les ONG se professionnalisent et affinent leur expertise dans nombre de domaines. Leurs actions s'inscrivent davantage dans la recherche de durabilité et dans une volonté de travailler plus en harmonie avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales. Elles deviennent ainsi des interlocuteurs qualifiés dont l'expertise compte véritablement au moment de la prise de décision politique. Cette tendance se confirme et se développe jusqu'à aujourd'hui.

Pour le professeur George Contogeorgis : «La cause fondamentale du problème actuel réside dans le fait que le système politique de la modernité n'est ni démocratique ni représentatif. Le personnel politique possède en indivis la qualité à la fois de mandant et de mandataire, tandis que la société des citoyens est confinée dans la sphère privée. Véhiculées par ce système politique et par son inévitable dégénérescence en partitocratie dynastique, les forces qui définissent l'ordre mondial ont réussi à contrôler l'État et à imposer leur domination politique sur la société des citoyens.»

Mondialisation et société civile

«La société civile est désormais d'une importance si vitale pour l'ONU que l'associer à ses travaux n'est plus simplement un choix mais une nécessité.» Rapport Cardoso. En créant un groupe de haut niveau (présidé par l'ancien président du Brésil Fernando Henrique Cardoso) chargé d'évaluer la coopération entre les Nations unies et la société civile, le secrétaire général de l'ONU a donné, en février 2003, un nouvel élan à la mise en place d'un partenariat mondial avec la société civile, un des objectifs du millénaire pour le développement. Le phénomène de mondialisation, avec ses enjeux sociaux, ses répercussions dans les domaines de l'économie, du commerce, de la sécurité, de la culture et de l'environnement consacre de plus en plus une gouvernance mondiale qui n'est plus du seul ressort des gouvernements. Les États se sont vu dessaisis d'un grand nombre de leurs privilèges au profit des organisations supranationales ou d'instances régionales aussi diverses que le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ou l'Union européenne. Dans un monde aux frontières perméables et aux modes de communication facilités par l'évolution rapide des technologies de l'information, la gouvernance mondiale a progressivement pris un nouveau visage.

Les ONG sont devenues des partenaires essentiels des communautés locales, des gouvernements, et des organisations intergouvernementales. A titre d'exemple, au Brésil, on compte plus de 60 000 organismes de la société civile, rien qu'à Sao Paulo et Rio de Janeiro. On estime qu'il y a en Inde plus de 2 millions d'associations de citoyens. Il semble évident que les défis auxquels le monde est confronté ne peuvent plus être résolus par les seuls acteurs étatiques. Il importe de créer une synergie avec les nouveaux acteurs de la société civile, de mettre à profit leurs contributions, connaissances et expertises.

Cette tendance est liée au phénomène de la mondialisation, à la volonté des citoyens de participer à la direction des affaires du monde ainsi qu'à une reconnaissance de plus en plus importante de la nécessité d'impliquer les ONG, de la part des agences et programmes onusiens. Emblème de ces mouvements, le Forum social mondial, qui s'est réuni sous différentes formes depuis 2001, a permis de susciter une réflexion concernant la relation entre démocratie représentative et démocratie participative, et de s'interroger sur la place des acteurs de la société civile dans la gouvernance mondiale. Selon la Banque mondiale, 12% de l'aide a été distribuée par le biais des ONG en 1994, le montant s'élevant à 7 milliards de dollars en 1996. Actuellement, les ONG en Afrique gèrent près de 3,5 milliards de dollars de l'aide, alors qu'en 1990, elles en géraient moins de 1 milliard. On y rencontre des individus avides d'argent ou défendant des intérêts particuliers, des politiques soucieux de bénéficier des avantages du statut d'ONG. Certaines organisations caritatives jouent un rôle essentiel dans la diffusion du radicalisme religieux : ONG américaines au prosélytisme agressif, ONG islamistes servant de relais et de couverture à des réseaux terroristes se partagent aujourd'hui le continent africain. Certaines multinationales voient dans les ONG un outil de communication efficace et tissent avec elles des liens de sponsoring.

Les Etats eux-mêmes manipulent souvent leurs ONG nationales qu'ils considèrent comme des outils diplomatiques, d'autant qu'ils les financent, souvent, sur la base de choix politiques. Certaines ONG, connues dans le monde, ont d'ailleurs choisi la collaboration officielle avec leurs gouvernements pour lesquels elles travaillent, entre autres, dans le renseignement. Entre les intérêts politiques, géopolitiques et commerciaux, la solidarité devient de plus en plus sélective. Les critères financiers sont prioritaires sur les nécessités humanitaires et les subventions se portent vers les crises médiatisées plus que sur les crises dramatiques mais méconnues du public. Dans ce foisonnement, force est de relever que coexistent le meilleur et le pire. Au niveau du monde arabe, Mohamed Harbi signale que «l'existence de nouveaux moyens de communication qui ont atteint les zones les plus reculées ont éveillé une conscience grandissante que la vie politique nationale ne peut être l'affaire d'un roi, d'une dynastie, d'une tribu ou de chefs cooptés par des élites autoproclamées, mais l'affaire de tous. Le nombre de candidats à la citoyenneté, de personnes désireuses de participer au processus d'élaboration des décidions nationales s'élargit de plus en plus, notamment dans les générations qui n'ont eu à affronter que l'arbitraire de leurs compatriotes. Ces générations retrouvent les élans des défenseurs de la liberté bâillonnés et embastillés. Elles se soulèvent pour le pain, pour la dignité, l'égalité des droits et des devoirs, l'alternance au pouvoir, le pluralisme politique et préparent le terrain à la révolution sociale.

Certaines ONG, connues dans le monde, ont d'ailleurs choisi la collaboration officielle avec leurs gouvernements pour lesquels elles travaillent, entre autres, dans le renseignement. Entre les intérêts politiques, géopolitiques et commerciaux, la solidarité devient de plus en plus sélective. Les critères financiers sont prioritaires sur les nécessités humanitaires et les subventions se portent vers les crises médiatisées plus que sur les crises dramatiques mais méconnues du public.

Pour elle, le cliché de la démocratie importée d'Occident est en voie de dépérissement. Elles ont compris que dans le droit fil de l'esprit colonial, les nouvelles classes dominantes s'arrogent le droit de définir la manière dont les peuples doivent se voir et interpréter le monde, gouverner en faisant de la religion, de la xénophobie et de la prébende, des ressources politiques. La situation créée par la révolution tunisienne, et ses prolongements au Maghreb et au Moyen-Orient, érode les préjugés cultivés à l'égard de la démocratie. Le mythe nationaliste, utilisé à tort et à travers, n'opère plus.» Voir *Utopie critique n° 53–2011, le Monde arabe est entre les mains nues dans son avenir*.

Par Hamid Oussedik

La société civile en Algérie

En Algérie, il convient, avant toute chose, de rendre un grand hommage au travail admirable qu'accomplissent un certain nombre d'associations de la société civile, malgré le nombre de contraintes et difficultés. Le politologue Rachid Grim souligne que «l'Etat algérien, à l'instar de la grande majorité des Etats des pays du Sud, a pris théoriquement conscience de l'indispensable développement des organisations de la société civile. Tout au long des décennies post-indépendance, le pouvoir a édicté les ordonnances, lois et règlements nécessaires à la création et au fonctionnement des associations de la société civile. Mais à aucun moment le pouvoir n'a accepté d'avoir en face de lui une société civile forte, indépendante de lui, constituant un contre-pouvoir puissant et crédible et, en fin de compte, pouvant remettre en cause sa légitimité (historique ou autre)».

A l'instar des autres sociétés civiles africaines la société civile algérienne devient plus combative et s'inscrit au cœur des débats des politiques publiques à travers la multiplication de revendications de toute nature et le développement d'une conscience citoyenne plus aiguë. Dans sa récente lettre ouverte à M. Bensalah, maître Benouniche soulève, en ce qui le concerne, la problématique fondamentale des valeurs qui doivent fonder le lien social et le désir de vivre en commun des Algériennes et Algériens :«République et lien social, citoyenneté et intérêt général, bien public et solidarité, respect et Etat de droit…, c'est cela que réclament avec force les «indignés» d'Algérie qui, très certainement, se posent la question de savoir s'il y a plus de raisons de rester ensemble que de se quitter ; question simple et terrible à la fois qui interroge le vivre-ensemble et le projet commun sans lequel aucune construction commune n'est possible, aucun avenir commun concevable.» La bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, le pluralisme et la démocratie, le nécessaire partenariat avec la société civile sont, en effet, autant de questions fondamentales et incontournables pour l'avenir. Faut-il encore renoncer aux anciens reflexes et bannir la pensée unique et la sclérose.

L'Algérie de 2011 n'est plus celle de 1963. De 10 millions d'habitants, elle est passée à plus de 37 millions aujourd'hui. De mille étudiants à l'époque, l'université compte plus 1 200 000 en 2011. 20 000 sont également inscrits en France. 63% des nouveaux bacheliers sont des filles, 186 000 seront diplômés à l'issue de l'année 2011 (conférence de presse MES, juillet 2010). Ces chiffres montrent toute l'importance des changements opérés et l'impossibilité de continuer à diriger le pays avec les mêmes recettes.

EN ALGÉRIE

démocratique

L'absence d'un véritable leadership des parlementaires dans le développement et le renforcement du rôle de la société civile en Algérie se pose sérieusement en Algérie. Les parlementaires sont censés représenter la base du pouvoir politique légitime et garantir les principes démocratiques au niveau national : des élections libres et justes, la liberté de la presse, le respect du droit et de la citoyenneté sans discrimination et, enfin, l'existence d'une société civile forte.

A ce titre, ils devraient normalement agir en tant que lien démocratique entre la société civile et les organes du pouvoir, en intermédiaires entre le pouvoir exécutif et la société civile. Difficile d'imaginer un tel scénario avec l'actuelle Assemblée nationale dont la légitimité et la crédibilité sont fortement remises en cause. Pourtant, le Parlement algérien et le Pnud ont organisé en partenariat, les 6 et 7 novembre 2006 à Alger, au siège du Conseil de la nation, deux journées d'étude portant sur le Parlement algérien et la société civile. Les objectifs de ces journées étaient de contribuer à mieux définir la notion et le rôle de la société civile dans la dynamique sociale et son impact sur le processus et la qualité du travail législatif.

Le second objectif était d'analyser la relation entre le Parlement et la société civile et les perspectives de développement de cette relation dans le contexte algérien. Quid des résultats et du suivi ?

La société civile peut être concrètement d'un réel apport en participant à la réflexion sur les réponses aux nombreuses questions que se pose actuellement la maison Algérie :

- ainsi, en ce qui concerne le tissu urbain, l'efficience de la gestion urbaine et le développement durable sont des questions critiques pour le XXIe siècle. Les villes sont un extraordinaire réservoir d'expériences et de compétences individuelles, et se retrouvent bien souvent dépassées par la multiplicité des défis qu'elles doivent affronter.

Pour la plupart des citoyens, les autorités locales sont celles qui ont le plus d'impact sur leur vie. C'est pourquoi le gouvernement devrait multiplier les espaces de dialogue et s'efforcer de mettre en place un partenariat avec l'ensemble des collectivités locales et la société civile pour assurer les conditions d'un développement urbain responsable ;

- l'École constitue, au niveau local, un vecteur de changement. Les communes peuvent jouer un rôle important dans les solutions aptes à favoriser une éducation de qualité. Dans tous les pays développés ou en développement, l'éducation et la valorisation du potentiel humain conditionnent la capacité des pays à s'engager avec succès sur la voie du progrès. L'éducation permet de combattre, notamment, la pauvreté, la consommation effrénée, la dégradation de l'environnement, la détérioration des villes, la croissance démographique, l'inégalité des sexes, les problèmes de santé, ou encore les conflits et les violations des droits de l'homme. Autant de points qui nous font mesurer le gouffre dont lequel s'enfonce le système éducatif national et les graves difficultés qui menacent l'Algérie à ce niveau. Il existe dans ce domaine, pour la société civile, un vaste champ d'actions possibles. Faut-il encore considérer que l'ère des réformes sans concertation est révolue et que toute réforme, faite pour la société, doit entendre et mobiliser, de manière organisée, tous les pans intéressés de cette société et en premier lieu ceux qui en seront ses principaux acteurs ;

- les progrès rapides survenus dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que dans les médias alimentent dans les pays en développement la crainte d'être des laissés-pour-compte. Le passage de la notion d'«information» à celle de «savoir» est une dimension essentielle des formes de société qui se font jour actuellement. Les sociétés du savoir doivent être modelées et mues non seulement par des forces techniques, mais aussi par des choix de société. Il faut en outre que ces choix soient éclairés par un débat démocratique au sein des Parlements et par la consultation de la société civile ;

- vouloir aborder, également, la situation des jeunes, simplement, sous l'angle de leur avenir serait trompeur. Il s'agit, également, et avant tout, de leur présent et de la possibilité de jouir pleinement de leur «jeunesse» ; ce qui représente certainement le meilleur investissement d'avenir pour chaque jeune et pour la société elle-même (gain de compétence, de qualification, de santé, d'estime de soi). Ses préoccupations, ses aspirations, ses besoins sont de véritables problèmes de société qu'il est indispensable d'inscrire au registre des priorités nationales afin de redonner à la jeunesse algérienne espoir en son avenir et en son pays. La participation des jeunes à la prise de décision est unanimement reconnue dans le monde comme une nécessité incontournable. D'ailleurs, comment prétendre au développement d'une nation si sa majorité la plus dynamique est exclue ?

- s'agissant du mouvement sportif national, son importance et son poids ne sont plus à démontrer en Algérie. Les associations sportives représentent en nombre et en pourcentage la part la plus importante du système associatif algérien. Il est indispensable que toute la société civile sportive, sans exclusive ni exclusion, trouve un cadre d'expression adéquat pour apporter sa contribution à la dynamique de refondation du mouvement olympique et sportif algérien.

Aujourd'hui, aucune réussite ne peut être sérieusement attendue dans le cadre d'une situation qui a conduit le sport national vers le naufrage actuel.

L'indispensable organisation démocratique. En un mot, organisée démocratiquement et pour peu que ses représentants soient des interlocuteurs légitimes et fiables, la société civile pourrait trouver matière à contribuer qualitativement et quantitativement dans grand nombre d'actions. Pour la société civile, l'étape préalable de consultation est fondamentale afin de mener à bien une action efficace, normative comme opérationnelle. Elle peut ainsi, dans un esprit de symbiose, optimiser son action par rapport au programme gouvernemental en multipliant les consultations et en intensifiant les échanges. Face aux immenses défis qui se profilent, on ne peut faire l'économie d'aucune participation, d'aucune volonté, d'aucune énergie. L'Etat doit changer ses méthodes de fonctionnement, de travail et favoriser la mise en place d'une véritable culture du partenariat. Il ne pourra atteindre ses objectifs, concrétiser ses recommandations, sans changer ses méthodes de travail et de fonctionnement. Les récentes décisions des walis de Tizi-Ouzou et de Médéa de rechercher des solutions aux problèmes que connaissent leurs wilayas en mettant en place une démarche participative à laquelle sont appelées à s'associer toutes les parties prenantes que sont les autorités locales, les élus et les représentants de la société civile mérite d'être encouragée et étendue.

La tâche à accomplir exige de toutes les parties la même sincérité, la même conviction, le même engagement et la même énergie. Renouveler le regard sur la société civile suppose qu'il faut bannir définitivement certaines méthodes, dont la prime à la cooptation, au clientélisme et à la médiocrité. Il est temps pour les responsables d'apprendre à accepter un débat sans tabous sur l'ensemble des points concernant les citoyens... sans le ramener à la vision mesquine de luttes pour «le fauteuil» ou du «khobzisme». La pancarte brandie par un manifestant dans les rues de Tunis : «El-karama qabl elkhobz» («la dignité avant le pain») est à ce titre élogieuse. Il ne fait pas de doute que les ONG ont des points faibles. Bon nombre sont dans une situation précaire et ont tendance à dépendre excessivement de l'aide financière extérieure, ce qui parfois les fragilise ou les expose aux manipulations. Certaines d'entre elles agissent en tant qu'«ONG fantômes», ou coquilles vides, ne disposant d'aucun bureau connu et n'apparaissant qu'à des moments particuliers pour chauffer le «bendir» ou s'adonner dans la rue à des gesticulations peu glorieuses et préjudiciables pour l'Algérie. Le pouvoir de la société civile se mesure à sa capacité d'argumenter, de proposer, d'expérimenter, de dénoncer, d'être exemplaire. Sa légitimité n'est jamais acquise une fois pour toutes. Elle est acquise dans l'arène du débat public et doit être constamment renouvelé et revitalisé.

C'est pourquoi le changement attendu ne peut venir de consultations de façade, de l'absence d'une sérieuse préparation, ni sortir de la chape de la cooptation et du clientélisme. Il est temps de remettre le citoyen au centre des préoccupations des dirigeants politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, pour construire, ensemble, les alternatives adaptées aux exigences du processus de rénovation de l'Algérie.

Cette mission exige de toutes les parties la même sincérité, la même conviction, le même engagement et la même énergie. Le citoyen en déshérence sociale peut être ramené vers le chemin de la loi républicaine par la pédagogie de l'exemple et un discours de vérité. Il y a du point de vue de la mise en jeu de l'éthique citoyenne, urgence à redonner du sens, à redonner de la cohésion, urgence à rappeler l'intérêt et la portée de la règle commune.

Pour paraphraser Lacordaire : «Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère» ; faut-il encore rappeler que c'est dans le cadre d'un Etat de droit que l'utilité de la règle et son respect ne sont pas frustratoires mais libératoires.

H. O.

Publicité

COOPÉRATION SINO-ALGÉRIENNE

Les Chinois veulent consolider leur présence en Algérie

Les Chinois veulent consolider leur place dans leurs échanges commerciaux avec l'Algérie. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'ambassadeur de la République de Chine en Algérie en marge de la conférence organisée par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) au Bastion 23 à Alger.

M. Liu Yuhe a plaidé pour une présence remarquée de son pays dans la sphère économique algérienne. Selon lui, «il y a encore beaucoup de choses à faire avec l'Algérie dans les domaines économique et commercial».

Il a considéré que les échanges entre les deux pays qui sont établis à hauteur de cinq milliards sont insuffisants par rapport aux capacités des deux pays. Le diplomate a souligné «l'intérêt croissant de la Chine pour le marché algérien» eu égard à «l'excellence des relations politiques algéro-chinoises». Il a soutenu, également, que la coopération bilatérale entre dans une nouvelle phase de développement pour un partenariat «mutuellement profitable».

Il y a quelques mois, le même diplomate a indiqué qu'une cinquantaine d'entreprises chinoises de grande envergure sont présentes en Algérie et qu'une vingtaine d'accords de coopération dans différents domaines ont été signés entre les deux pays.

Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie a atteint 4,55 milliards de dollars durant les onze premiers mois de l'année 2010, soit une hausse de 2,2% par rapport à la même période de 2009, a-t-il indiqué.

En 2009, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 5 milliards de dollars, en hausse de 11,4% par rapport à 2008, a-t-il encore souligné.

Notons que le colloque organisé par la CCFC, le sixième du genre, a traité de la problématique des «ressources naturelles maghrébines et le développement». Ce rendez-vous qui durera trois jours verra la présence de plusieurs experts et intervenants de la question économique.

A. B.

FEMMES ET POLITIQUE

Les Algériennes préfèrent militer dans leurs familles

La participation de la femme algérienne dans la vie politique ne peut évoluer sans réformes et sans promouvoir les conditions du jeu démocratique, a déclaré hier Abdelmadjid Menasra, vice-président du Front national du changement (FNC), lors d'une rencontre sur la promotion de la participation politique de la femme.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - La rencontre qui s'est tenue à l'hôtel Essafir a regroupé une vingtaine de militants et de militantes représentant différentes associations d'obédiences islamistes. La grande salle de conférences était quasiment vide, cela ne semblait pas déranger Abdelmadjid Menasra qui s'était lancé dans sa plaidoirie.

Les Algériennes se contentent souvent, dit-il, de militer au sein de leurs familles et préfèrent s'occuper seulement des sujets qui concernent les femmes comme la révision du code de la famille. «Je n'ai rien contre, l'on peut l'arranger tous les jours si cela peut nous faire du bien. Pourquoi pas ! Mais nos femmes doivent s'impliquer dans tous les problèmes qui touchent la société».

Pour le vice-président du FNC, l'Etat doit soutenir l'accès des femmes au pouvoir exécutif. Une décision importante. «Nous avons une femme maire et une wali déléguée, c'est tout je crois. Une participation qui ne dépasse pas les 4% ! C'est très peu», explique-t-il, précisant que des décisions politiques doivent être prises pour promouvoir la participation des femmes. «Avant tout, nous devons nettoyer la vie politique.

La vie politique telle qu'elle est aujourd'hui chez nous n'encourage pas la participation des cadres, des jeunes et des femmes». Arguant ses propos, Abdelmadjid Menasra affirme qu'il faudrait mettre fin à la corruption, au business politique et à la médiocrité ambiante et assurer des élections transparentes afin «d'aguicher» les Algériennes et leur ouvrir les portes du pouvoir. «La participation de la femme doit être effective, moderne et conséquente».

L'unique militante invitée à s'exprimer, Aïcha Hadjar, s'est contentée d'expliquer le volet technique, c'est-à-dire le meilleur système qui pourrait consacrer la participation féminine. En effet, en Algérie, les avis de la classe politique restent partagés sur l'application du système des quotas pour élargir la représentation politique de la femme.

Certains appuient l'application de ce système afin de surmonter les obstacles qui entravent la participation féminine (Assemblées élues commune, wilaya et Parlement), alors que d'autres voient ça comme un mépris.

«Les femmes doivent se présenter non pour représenter les femmes mais pour représenter toute la société.

Les candidates doivent également être élues par des hommes. Ces principes doivent être élargis, surtout que nos femmes investissent tous les secteurs économiques». Elle ajoute que ce n'est pas un service rendu à ces citoyennes à part entière mais un droit qui a toujours été consacré par l'islam.

Le FCN est un parti politique qui a été créé en mars dernier par des dissidents du Mouvement pour la société de la paix (MSP).

I. B.

AÏN-DEFLA

Déficit important du stockage sous froid

Pendant des années, il a été exigé du secteur de l'agriculture de produire le maximum. Des investissements colossaux ont été engagés, des dettes effacées, des filières plus ou moins soutenues, des crédits bonifiés accordés, des contrats de performance de production atteints et même dépassés pour certains produits ici et là. Maintenant, il reste à valoriser cette production, éviter les pertes, réguler les marchés, diminuer la facture des importations, protéger et le consommateur et le producteur.

Ces nouveaux objectifs ne peuvent être atteints que si se développe réellement une industrie agroalimentaire, la transformation surtout, ce qui n'est pas le cas ou très peu en attendant, il reste à développer au maximum les capacités de stockage sous froid.

Tout le monde est conscient maintenant que le stockage sous froid est une facteur de valorisation d'une production excédentaire et diversifiée notamment pour la pomme de terre, les fruits à pépins et produits maraîchers à la wilaya d'Aïn Defla bien plus qu'ailleurs, l'augmentation des capacités de stockage sous froid s'impose aujourd'hui comme une nécessité incontournable.

Avec sa production agricole estimée à plus d'un million de tonnes dont 5 200 000 qx de pomme de terre, 1 500 000 qx de produits maraîchers, 800 000 qx de fruits à pépins, 150 000 qx de viandes blanches et ses 80 millions d'œufs. Le besoin en capacités de stockage est estimé à 500 000 m³ et les disponibilités actuelles ne sont que de l'ordre de 200 000 qx, cela donne une idée du déficit existant dans ce domaine soit 300 000 m³. Les disponibilités actuelles de la wilaya d'Aïn Defla sont le résultat du soutien de l'Etat dans le cadre du PN DA pour 43 bénéficiaires et de 30 promoteurs qui ont réalisé des chambres froides sur leurs fonds propres ; toutes ces structures étant réparties sur 16 des 36 communes que compte la wilaya.

Aïn Defla, carrefour des échanges commerciaux important, surtout dans le domaine agricole (alimente 28 wilayas du pays en pommes de terre et en semences), une situation géographique de choix, à proximité de grandes zones urbaines (Alger, Blida, Chlef et Tipasa) de 3 marchés de gros parmi les plus importants, avec des échanges facilités par un réseau routier densifié qu'est venue compléter l'autoroute Est-Ouest, dispose d'un large potentiel agricole productif dont la valorisation par le développement de la chaîne du froid devient déterminant sur le chemin de l'objectif national, celui de l'auto-satisfaction des besoins alimentaires du pays.

En investissant davantage dans le domaine du froid, cela permettra d'équilibrer l'équation de l'offre et de la demande et ainsi stabiliser les prix des produits.

Sur le plan local, cela permettra aussi de générer quelque 300 postes de travail permanents, notamment par les formations spécialisées, les installations, les services après-vente et autres maintenance.

Sur le plan commercial, l'incidence sur les prix de détail ne sera que positive parce qu'avec des capacités suffisantes de stockage sous froid, cela permettra de faire barrage aux écluses que dressent les intermédiaires et d'éviter la vente sur pied.

Sur le plan micro-économique, le développement et la multiplication des structures de stockage sous froid ne pourra qu'induire une dynamisation de l'activité agricole dans les communes rurales. Facteur très important aussi, stocker dans de bonnes conditions, c'est réduire au maximum les pertes importantes qu'on enregistre lors des stockages par les méthodes archaïques.

Pour mettre en œuvre la poursuite du développement et la multiplication des structures de stockage sous froid, de capacité moyenne (1 500 à 2 500 m³) on préconise qu'il s'agira d'abord d'identifier les promoteurs ayant déjà réalisé les travaux de génie civil, d'accorder la priorisé aux produis stratégiques (pommes de terre de semence et de consommation, maraîchages , viandes) en les édifiant blanches sur les sites de production même (vergers et exploitations agricoles) mais aussi de tenir compte des aptitudes financières des promoteurs parce qu'il s'agit là d'investissements assez lourds.

A l'heure actuelle, il a été recensé 41 projets éligibles qui aboutiraient s'ils venaient à être concrétisés, à renforcer la capacité de stockage sous froid d'un volume supplémentaire de 74 000 m³ qui pourraient stocker dans des conditions optimales quelque 20 000 t de pommes de terre de semences et 30 000 t pour la consommation. Cela nécessiterait un montage financier d'un montant de plus de 40 milliards de centimes.

Le plan de développement de la chaîne de froid prévoit l'extension des structures déjà opérationnelles par un accroissement des moyens techniques de fonctionnement (chariots élévateurs, trieurs, agencements...), une aide à l'investissement de la part de l'Etat pour l'équipement des structures dont les bâtisses sont déjà réalisées, enfin les projets en attente à réaliser entièrement.

Produire ne suffit pas, encore faudra-t-il sauvegarder la totalité de la production aux fins d'économie en évitant des pertes. Si elles venaient à être évitées, elles seraient comptabilisées comme un surcroît de production.

Karim O.

WATANIYA TELECOM ALGÉRIE

Nedjma sponsorise la cérémonie «Trophée Export» de l'année 2010

Partenaire privilégié des opérateurs économiques nationaux, Wataniya Telecom Algérie-Nedjma sponsorise, pour la deuxième fois consécutive, la cérémonie de remise de trophées aux meilleurs exportateurs algériens, «Trophée Export» de l'année 2010.

Cet événement, prévu le 15 juin 2011, à Alger, est organisé par le World Trade Center Algeria. Il récompense, depuis 2003, les entreprises algériennes ayant réalisé les meilleures performances à l'export, hors hydrocarbures.

A cette occasion, Nedjma présentera ses solutions et offres voix et Data dédiées aux entreprises dont le Blackberry. A travers ce sponsoring, Nedjma confirme sa position d'entreprise citoyenne, amplement engagée dans la promotion et le soutien aux opérateurs économiques algériens.

BLIDA

Des dizaines de non-bénéficiaires de logements RHP de Beni-Tamou assiègent la mairie

Des dizaines de citoyens de la commune de Beni Tamou, située à 10 km au nord de Blida, assiègent depuis mardi dernier, le siège de la mairie au motif que leurs noms n'ont pas figuré sur la liste des logements RHP, affichée tout dernièrement.

Ils demandent l'annulation de cette liste et l'ouverture d'une enquête pour connaître les tenants et les aboutissants de cette distribution qu'ils ont qualifiée d'abusive d'autant plus que le président de la commission des logements a refusé, avons-nous appris, de signer la liste.

Ces logements RHP, au nombre de 95 et construits en 1995 aux lieudits El Merdjia et domaine agricole Haroun, ont été distribués, disent les contestataires, à des personnes inconnues dans la région qui ne remplissent pas les critères pour faire partie des bénéficiaires ainsi qu'à d'autres qui seraient des proches des responsables locaux.

Par ailleurs, le président de la commission des logements a fait savoir qu'il a refusé de signer la liste des 95 logements RHP de Beni Tamou, tout comme, précisera-t-il, il a saisi par écrit tous les membres de la commission pour s'abstenir de valider ladite liste.

M. B.

RELIZANE

1 906 éléments et 12 brigades mobiles pour lutter contre les feux de forêt

Dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, la Conservation des forêts mène, tout au long de l'année, des actions de sensibilisation à travers des conférences dans les établissements scolaires, des expositions et journées portes ouvertes, ainsi que l'organisation de caravanes de sensibilisation.

Photo : DR

Ainsi, la Conservation des forêts de la wilaya de Relizane vient de lancer son dispositif de lutte contre les feux pour la campagne 2011. Ce dispositif a été présenté lors de la réunion de la commission de wilaya. Cette dernière a mis en place, depuis le 1er juin, 29 postes de vigie pour la surveillance des feux avec un effectif de 1 906 éléments et 12 brigades mobiles de première intervention (23 personnes dont 19 agents forestiers). 44 points d'eau ont été recensés pour ravitailler les véhicules d'intervention, 9 camions-citernes, un gros camion-citerne de 10 000 litres et la mise en place d'un réseau de transmission opérationnel avec des équipements installés au niveau de deux relies, à Aïn Nsour (commune d'Oueldja), et Sidi Djillali (Belacel).

Ces moyens mis en place par le secteur sont appuyés par d'importants renforts en moyens humains et matériels de la Protection civile, la DTP et les APC, ajoute la même source.

Signalons que le patrimoine forestier de la wilaya de Relizane s'étend sur une superficie de 68 684 ha.

A. Rahmane

Un cadavre d'un jeune enfant découvert au fond d'un oued à Belacel Bouzegza

Le village de Bouazid, dans la commune de Belacel Bouzegza, rattaché à la daïra d'El Matmar,à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de la ville de Relizane, a été hier après-midi, le théâtre d'un drame, suite à la découverte du cadavre d'un jeune enfant, âgé de 12 ans, répondant aux initiales BB, au fond d'un oued, relevant de ladite commune susmentionnée. La disparition de la victime a été signalée par des membres de sa famille, tôt dans la matinée. Une campagne de recherche a été menée en même temps dans toutes les localités de la daïra d'El Matmar, pour le retrouver. Alertés de la découverte, survenue hier matin dans une zone éparse, les agents de la Protection civile ont réussi à repêcher le corps gisant au fond d'un oued, avant de procéder à son transfert à la morgue de l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf, du chef-lieu de la ville de Relizane. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour élucider les circonstances de la mort du jeune enfant qui a mis toute la population de Benaka en émoi.

Signalons qu'un couple d'adolescents a été retrouvé dernièrement dans un ravin près d'Ouarizane dans les monts du Dahra.

A. R.

CITÉ BOULEKEROUA À SKIKDA

Les infiltrations d'eau provoquent un incendie

Un incendie s'est produit hier dans la cage d'escalier de l'immeuble 5 de la cité Boulekeroua, dans la zone sud de la ville de Skikda. Les colonnes montantes ont pris feu dans des proportions à la limite alarmantes.

Les locataires ont vite réagi en tentant d'investir la rue. L'intervention énergique et pacifique des forces de l'ordre a réussi à apaiser leur colère. Les éléments de la Protection civile, quant à eux, ont réussi à circonscrire le feu et à éviter un drame d'une ampleur plus importante.

Cet incident est dû aux infiltrations des eaux pluviales à travers les murs fissurés, fait que ne cessaient de dénoncer les habitants depuis leur occupation des lieux. D'ailleurs, parmi ces derniers, on compte 22 anciennes familles qui habitaient ce site précaire de Bouabaz, évacuées à la fin décembre 2007 pour les besoins de l'implantation du pylône du téléphérique de Skikda, dont les travaux mettaient leur vie en danger. A l'époque, il faut bien le souligner, ces familles ont refusé les logements de Boulekeroua, au motif qu'ils sont plus dégradés que leurs gourbis, comme nous l'a bien signifié un «gourbisard». Il n'a pas totalement tort, un déplacement sur les lieux suffit pour s'en convaincre. Depuis cette date, aucune action digne de nom n'a été initiée pour atténuer la dégradation avancée de ce bâtiment, qui renseigne sur la situation peu reluisante qui caractérise le bâti à Skikda.

Zaid Zoheir

Huit familles en danger de mort

Huit familles sont exposées à un danger de mort au 16, avenue Amar-Bouchaâla (ex-rue du Ravin), sur les hauteurs de Skikda.

Les façades de l'immeuble s'affaissent de plus en plus. Rien n'a été fait depuis des années, malgré les incessantes réclamations des occupants, des locataires chez un privé et les rapports alarmants d'expertise établis par le CTC et la Protection civile.

Notre visite sur les lieux confirme les appréhensions des locataires. L'immeuble date de 1836. L'effondrement de la façade a provoqué des fissurations sur les murs interieurs. Les eaux pluviales et usées ont causé l'éclatement du sol de l'immeuble et quelques fissurations également. Il y a plusieurs années, quatre locataires ont été relogés. Leurs anciens appartements sont devenus un grand dépotoir, abri de prédilection des moustiques et des rats.

Le moisi, odeur familière des bâtisses en ruine, rend la vie dure des ceux qui les occupent. Une chose est sûre, les 8 familles sont en réel danger.

Z. Z.

OUM-EL-BOUAGHI

Saisie de marchandises destinées à la contrebande

Deux individus, à bord d'un véhicule utilitaire de type Toyota Hilux transportant plus de 6 000 unités de détendeurs pour bonbonnes de gaz butane, ont été arrêtés dans un barrage de gendarmerie sur la RN10.

Interrogés sur l'origine et la destination de cette marchandise, les trafiquants ont déclaré avoir acheté ces appareils, visiblement destinés à la Tunisie et la Lybie, à El-Eulma. La marchandise estimée à plus de10 millions de DA ainsi que le véhicule ont été remis par la gendarmerie aux services des Douanes du chef-lieu de wilaya.

Les auteurs de cette opération frauduleuse ont été présentés devant le procureur de la République d'Oum El-Bouaghi.

Le professeur Bentounsi tire sa révérence

Aïn Beïda vient de perdre l'un des éminents professeurs en médecine interne, le professeur Bentounsi. Il avait rejoint les rangs de l'ALN dès son jeune âge. Après avoir fait des études de médecine à Grenoble, le professeur obtient son agrégation en médecine interne décernée par le Pr Leban, spécialiste en urologie. Dès son retour au pays, le Pr Bentounsi s'installe à Oran où il exerçe au niveau du CHU qu'il n'a jamais quitté, jusqu'à ce qu'une longue maladie eut raison de lui.

Moussa Chtatha

AÏN-TÉMOUCHENT

Abattage de plus de 50 chiens errants à Aïn-El-Arba

Une opération d'abattage de chiens errants a été lancée cette semaine dans la ville de Aïn-El-Arba, apprend-on de source officielle. C'est dans la nuit de vendredi à samedi qu'une commission constituée d'employés de l'APC de Aïn-El-Arba, du service d'hygiène ainsi que d'autres services concernés par cette opération a sillonné les artères de la ville à la recherche de chiens errants. La commission chargée de cette opération a placé à des endroits fréquentés par un grand nombre de chiens errants des colis formés d'abats et de poison. Quelques moments après, les canidés étaient tous morts sous l'effet du poison, plus d'une cinquantaine, selon un membre de la commission.

L'objectif de cette opération est de parer à tout risque de rage ou de maladie transmissible par ces animaux, a-t-on ajouté. L'opération devra se poursuivre dans les jours à venir dans d'autres quartiers de la ville et même à la place publique ainsi que dans les autres communes rattachées à la daïra de Aïn-El-Arba.

S. B.

GUELMA

Les auxiliaires médicaux de l'hôpital Okbi en grève

Le mouvement de grève des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation (AMAR), auquel a appelé le collectif national du personnel de la santé publique, a entraîné des perturbations à l'hôpital Okbi ces deux derniers jours, notamment au niveau du bloc opératoire, dans le programme des opérations chirurgicales non urgentes, a-t-on appris de sources sûres.

Selon les grévistes, «ce débrayage a été décidé après l'échec du dialogue avec la tutelle, qui n'a apporté aucune réponse à nos principales revendications, qui portent sur plusieurs points, dont la révision du statut particulier». Par ailleurs, les urgences sont prises en charge, dans le cadre du service minimum, ajoutent les grévistes.

N. Guergour

TIZI-OUZOU

La daïra et les mairies de Tigzirt et Makouda fermées par les citoyens

Les citoyens du village El-Kelâa, dans la commune de Tigzirt, ont procédé, durant toute la matinée d'hier, mardi, à la fermeture, des sièges de la daïra et de leur commune pour protester contre le projet d'implantation d'un centre d'enfouissement technique près de leur localité. De leur côté, les habitants du hameau Akhendouk (Makouda), à 20 kilomètres au nord de Tizi Ouzou ont fermé la mairie pour exiger l'accordement de leur localité au réseau d'assainissement.

Les citoyens d'El-Kelâa réclament l'annulation pure et simple de la décision d'implantation d'une décharge publique (CET), à quelque trois cents mètres seulement des habitations.

Après maintes réunions avec les différents responsables qui se sont succédé aux affaires de la commune et de la daïra de Tigzirt, et ce, depuis le début des années 2000, époque où ledit projet a été inscrit, ces citoyens ont décidé, hier, de passer la vitesse supérieure.

Après avoir cadenassé les portes et portails des sièges de l'APC et de la daïra, les protestataires ont ensuite occupé la rue principale, l'avenue Ahmed-Cheffaï en l'occurrence, et ont sollicité la présence du chef de daïra. Leur exigence a été satisfaite en fin de matinée.

Le problème du manque d'eau potable est une autre revendication posée par les villageois, et le commis de l'Etat leur a promis de le régler dans les plus brefs délais. Par contre, pour ce qui est du projet du centre d'enfouissement technique, il leur dira que «c'est quelque chose qui le dépasse».

Dans une déclaration rendue publique, les citoyens du village El-Kelâa, qui se disent exaspérés par la décision des autorités locales de la daïra de Tigzirt de revenir à la charge, en maintenant la réalisation d'une décharge publique au lieu-dit Agni M'hella», ont réaffirmé, encore une fois, leur «ferme opposition au projet» pour les raisons déjà évoquées par le passé, à savoir «la dimension agricole de la zone, le ravage environnemental et sociétal».

Les rédacteurs de la déclaration, qui parlent de «négligence et de mépris», sollicitent les autorités concernées pour revoir le choix du terrain. Il est à signaler que les contestataires se sont dispersés dans le calme, après l'intervention du chef de daïra de Tigzirt, vers 12h et les sièges de l'APC et de la daïra ont été réouverts.

Par ailleurs, à Makouda, quelques citoyens du hameau Akhendouk ont procédé, durant toute la journée de mardi, à la fermeture de la mairie. Leur revendication ? Le raccordement de leur localité au réseau d'assainissement.

K. Bougdal

HADJOUT (TIPASA)

Un mineur de 17 ans assassine un gardien de 24 ans

C'est dans la nuit de lundi à mardi, que la police de Hadjout fut alertée par la découverte d'une personne gisant à même le sol dans une mare de sang.

Suite à l'intervention des services de la police judiciaire et de la Protection civile, la victime, encore en vie a été transférée des urgences de l'hôpital de Hadjout souffrant d'une plaie béante à la cuisse gauche.

Ce n'est qu'après son admission que la victime décéda, aux environs de minuit. La victime, B. B., âgée de 24 ans, gardien dans un chantier, et résidant à Hadjout, au douar Belahcen, fut découverte tard dans la nuit aux environs de 23 heures.

La police judiciaire a, sur la base de ces menus renseignements, intensifié les recherches, en mettant sur place deux brigades d'investigations, qui activèrent sans relâche.

Les investigations ont permis d'appréhender le dénommé O. H., 17 ans qui a des antécédents judiciaires, connu sous le sobriquet de «Zombreto», demeurant à Hadjout, hai Maâmar Belaid.

Ce mineur, arrêté dans son domicile paternel, avoua en présence de ses parents, le crime dont il est accusé. Il dira que c'est en voulant se défendre qu'il blessa sa victime à l'aide d'un couteau, en lui taillladant largement la cuisse au niveau de la veine.

La police s'est forgée sa propre opinion sur ce crime, en s'interrogeant sur le caractère inégal de cette rixe, et admettant que le criminel aurait pu être «aidé» dans son forfait.

L'enquête étant toujours en cours. De folles rumeurs courent à ce propos dans la ville de Hadjout.

Houari Larbi

15e ÉDITION DES JOURNÉES DE FORMATION MÉDICALE CONTINUE À YAKOUREN

Une tribune d'action et d'expression

L'ACMA (Association du corps médical d'Azazga), association à caractère régional regroupant des praticiens de différentes spécialités, organise ce week-end ses 15es journées de formation médicale continue à l'hôtel Tamgout Yakouren.

Une tribune d'action et d'expression présidée par le Dr Arab Mohand Saïd, exerçant à titre libéral depuis une quarantaine d'années dans la localité d'Azazga, aidé, faut-il le souligner, dans ses tâches par, entre autres, les Dr Sebsadji, Younès Chaouche, Chérifi… Toujours dans l'action, et ce, malgré les aléas subis durant la décennie noire où les canaux de formation et d'information se comptaient sur les doigts d'une seule main.

Il faut lui reconnaître donc une régularité depuis une quinzaine d'années, date de sa création, dans la formation, avec un impact non négligeable sur la cohésion et la mise à jour du corps médical.

Le rendez-vous de ce week-end traitera des thèmes ayant un rapport avec la pratique médicale usuelle. Plusieurs conférenciers, dont la plupart sont chefs de service au CHU, ont été invités pour animer les séances de travail étalées sur deux jours, les 17 et 18 juin, entrecoupées de débats.

On citera les Pr Aines, Boukais, Hasbellaoui, Saheb, Zemirli et les Dr Chahed, Laras, Hameg, Daoudi… connus pour leurs travaux. Cela permettra un véritable échange d'expériences et de points de vue. Sans doute est-ce là l'objectif essentiel des organisateurs. Les conférenciers aborderont chacun dans sa spécialité des sujets aussi variés qu'intéressants. Des thèmes comme le diabète, l'asthme, les hémorragies digestives, les maladies des nerfs, la douleur, la pression artérielle... La chirurgie dentaire ne sera pas en reste, puisqu'il sera question de la cellulite cervico-faciale et les urgences aux cabinets dentaires, entre autres.

On comptabilisera 23 interventions lors de la première journée d'une durée de 15 à 30 minutes. La deuxième journée verra seulement 8 interventions puisque la clôture de cette rencontre est prévue à 13h.

F. B

La polyclinique bientôt réceptionnée à Tizi-Gheniff

Les travaux de la polyclinique de Tizi-Gheniff (60 km au sud de Tizi-Ouzou), implantée près de «La cité du stade», seront entièrement achevés avant la fin de ce mois de juin, a-t-on appris du P/APC, M. Djidda.

«Une fois achevée, elle sera équipée, le plus tôt possible, de moyens humains et matériels nécessaires à son fonctionnement.» Cette infrastructure de santé, tant attendue par les citoyens de toute la daïra, devait être réceptionnée depuis plusieurs mois déjà, mais le wali de Tizi-Ouzou, en visite de travail dans la commune au mois de janvier dernier, avait exprimé son insatisfaction quant à la qualité de l'ouvrage et ordonné de refaire les travaux de finition.

Sa mise en service soulagera les habitants des communes de M'kira et de Tizi-Gheniff des déplacements pénalisants à la polyclinique de la ville de Draâ-El-Mizan, distante d'une vingtaine de kilomètres pour les premiers et d'une douzaine de kilomètres pour les seconds.

Kaci Moussaw

SIDI-BEL-ABBÈS

Les travailleurs de Safa-Dahra interpellent le président

Après avoir épuisé toutes les actions, les travailleurs de la pépinière Safa-Dahra de Sfisef (Sidi-Bel-Abbès) interpellent le président de la République.

Selon eux, sept mois de salaire ne leur ont pas été versés malgré leurs réclamations, et la dernière rencontre entre le directeur de la Société Générale, et l'inspecteur du ministère de l'Agriculture qui leur avaient donné rendez-vous au mois de mai pour la régularisation de leur situation. Le mois ayant expiré, les travailleurs attendent toujours leurs salaires et se débattent dans la précarité. Dans leur pétition, les travailleurs interpellent le président de la République sur ce sujet qui dure depuis 2005 avec des retards récurrents dans le versement de leurs salaires. «A chaque fois, disent-ils, nous restons sans salaire pendant plusieurs mois et à chaque fois, nous entamons des actions de contestation pour obtenir gain de cause. C'est pourquoi, cette fois nous en appelons au Président pour un règlement définitif de ces retards qui nous enlisent dans les dettes et la précarité.»

A. M.

LANCEMENT DE LA NOUVELLE PICANTO

Une citadine qui monte en gamme

Attendue depuis quelque temps par ses fans, la nouvelle Picanto de KIA est désormais présente dans les concessions de la marque en Algérie. Elle arrive parée de ses nouveaux atours et marque une rupture radicale avec le style de l'ancienne version.

Photos : DR

Elle vient dans la continuité du renouveau stylistique que le plus ancien constructeur automobile sud-coréen arbore sur sa gamme renouvelée. Inauguré avec Sorento, Optima et Sportage, ce design est l'œuvre de «l'artiste» Shreyer qui, à l'évidence, a su insuffler aux modèles de la marque un souffle nouveau et du tonus. La présence de KIA au dernier Salon d'Alger a permis aux Algériens de découvrir ce design attractif et séduisant qui a déjà conquis une forte clientèle en Europe.

L'arrivée de Picanto dans ses nouveaux habits laisse présager une rude concurrence dans le segment des citadines dans notre pays, notamment ses compatriotes.

La mutation est profonde et les ambitions encore plus grandes. Elle entend aller au-delà des 1,1 million d'exemplaires vendus pour l'ancienne version. Et depuis son introduction en 2004, en Algérie, elle a su séduire plus de 36 000 clients.

Tout en reprenant des éléments de la nouvelle charte identitaire de KIA, Picanto millésime 2011 bénéficie d'un traitement soigné aussi bien pour son architecture extérieure que pour son habitacle. Un cahier des charges rigoureux et exigeant élaboré à la veille de sa mise au point et qui a permis en définitive d'élever la barre de la qualité et du standing encore plus haut. A commencer par les dimensions et l'empattement qui sont en évolution et qui offrent ainsi des valeurs d'habitabilité en nette amélioration. Les responsables de KIA s'attendent à ce que la nouvelle Picanto «augmente la perception fondamentale des véhicules du segment A à un niveau supérieur». La face avant affiche un style audacieux et dynamique avec des optiques volumineux qui lui confèrent un regard félin, une calandre avec la même signature de la grille «face de tigre» qu'on retrouve déjà sur d'autres modèles tels que Venga et Sportage. A l'arrière, le design est tout aussi moderne et laisse néanmoins apparaître quelques airs de famille avec sa cousine germaine.

A l'intérieur, le conducteur et ses passagers ont désormais droit à un niveau d'équipement et de confort supérieur, habituellement réservé aux grandes voitures. On serait même tentés de parler de refondation des valeurs de ce segment, tant la qualité de finition et la dotation de cette petite citadine sont importants. On citera quelques options introduites pour la première dans le segment, comme un pare-brise avec verre à protection UV, des rétroviseurs rabattables électriquement, pare-soleil avec miroirs de courtoisie lumineux, bac de rangement sous le siège passager, espace de rangement sous le plancher du coffre…

Côté motorisation, elle est proposée avec un choix de blocs essence dont la cylindrée varie entre 1.0 l et 1.2 l. En Algérie, elle se contentera d'un moteur de 1.2 l CVVT qui développe une puissance de 87 ch. Il se distingue par un taux d'émission de CO2 bas. Ceci ne l'empêche pas d'enregistrer une vitesse de pointe maxi de l'ordre de 169 km/h. Elle dispose de deux boîtes de vitesses au choix, une manuelle de 5 rapports et une automatique de 4 rapports. En prime, il affiche un niveau de consommation appréciable avec 5,9 l/100 km. Elle est proposée aux clients algériens en deux finitions, «Style» et « Pop» et son prix de vente varie entre 910 000 DA toutes taxes comprises pour la première et 1 055 000 DA pour la seconde.

B. Bellil

BRÈVES… BRÈVES

MERCEDES-BENZ

Unimog fête ses 60 ans

Le célèbre utilitaire de Mercedes fête ses soixante ans cette année. L'occasion pour le constructeur de présenter un étonnant «concept truck». A mi-chemin entre le tracteur, le 4x4 de franchissement et le camion, le Mercedes-Benz Unimog occupe depuis soixante ans une place à part dans le monde de l'utilitaire.

Mercedes ne pouvait manquer l'occasion de célébrer cet anniversaire. Le constructeur vient donc de présenter le «Concept Design 60 Years Unimog». Il s'agit d'un pur exercice de style : avec ses formes technoïdes, l'engin ne dépareraît pas dans le film *Transformers*.

Avec sa calandre inspirée du SLS, sa cabine ouverte et ses jantes immenses, il ferait sans doute sensation dans une réunion de tuning.

NISSAN LEAF NISMO

L'électrique aborde les pistes

Le concept de voiture de course électrique présenté par Nissan au dernier Salon de New York a effectué quelques tours de piste à la veille des 24 heures du Mans.

Nissan avait présenté au dernier Salon de New York la Leaf Nismo RC, un modèle de course équipé de la motorisation et des batteries du modèle de série. Ce modèle a effectué à deux reprises un tour du circuit de la Sarthe, peu avant le départ des 24 heures du Mans. Deux tours seulement : le premier à 21h15 le jeudi 9 juin, le second à 12h10 le samedi 11 juin.

PORSCHE BOXSTER

La réalisation s'accélère

Porsche avait annoncé l'année dernière la mise en chantier de trois prototypes de Boxster électriques. Le constructeur de Zuffenhausen a profité du Challenge Bibendum qui s'est déroulé à Berlin récemment pour faire essayer ses modèles expérimentaux à des clients potentiels.

Depuis 2008, Alois Ruf développe des Porsche électriques. Le sémillant préparateur allemand a en effet décidé d'ajouter une corde à son arc. La monstrueuse CTR3, qui n'a plus que l'apparence d'une Porsche, représente la tradition de cette officine germanique rendue célèbre par les exploits de la CTR Yellow Bird, «simple» 911 hissée en termes de performances aux rangs des Porsche 959 et Ferrari F40. A côté de ces engins sauvages qui donnent au mot préparation ses lettres de noblesse, Ruf développe depuis trois ans déjà les eRuf, des 911 converties à l'électricité. Si la commercialisation n'est pour l'instant pas effective, la constance avec laquelle le préparateur présente et peaufine ses prototypes laisse à penser que c'est pour bientôt. Et il faut bien l'avouer, la Greenster présentée à Genève en 2009 avec son air de Targa vintage donnait envie. Des exemplaires sont actuellement en test en conditions d'utilisation réelles. Plusieurs versions existent, avec un ou deux moteurs électriques, pour des puissances comprises entre 180 kW et 250 kW (soit 245 ch et 340 ch). La plus affutée (deux moteurs et une répartition vectorielle du couple) annonce 200 km d'autonomie et une accélération de 0 à 100 km/h en cinq secondes environ. Honorable pour un premier jet.

DANS NOTRE PROCHAINE ÉDITION

Le nouveau Tiguan livre ses secrets

Rien de mieux qu'un bain de jouvence pour se relancer dans la course aux parts de marché. Certes, c'est loin d'être un restylage en profondeur, mais les nouveaux éléments de design et de style ont suffi pour conférer au Tiguan 2011 une allure rafraîchie et plein d'entrain. D'autant que les équipements de confort et de sécurité de nouvelle génération introduits sur ce véhicule accentuent encore davantage sa modernité et son adaptation aux nouvelles attentes des clients.

Dans notre prochaine édition, nous reviendrons plus en détail sur les différents aspects de ce nouveau Tiguan, son comportement routier et sur les finitions qui seront proposées aux Algériens.

B. B.

FOOTBALL

LA COMMISSION DE LA FAF A RETENU 5 CANDIDATURES SUR LES 43 PARVENUES

Un entraîneur allemand, l'autre piste de Raouraoua

Le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, ne se rendra pas de sitôt à Paris, Zurich, Rome ou au Caire mais son choix du prochain sélectionneur de l'EN semble fait. Lui qui persiste à livrer, par bribes d'infos codées, le chantier confié à une commission de «personnalités nationales du football», dirigée par un président de la ligue, également vice-président de la fédération, lequel est assisté par d'anciens capitaines des Verts, actuellement membres du BF, du DTN par intérim (Boualem Laroum) ainsi que… le médecin fédéral. Cette dernière a siégé lundi matin et a livré, en début d'après-midi, ses premières conclusions.

Lothar Matthaus

Uli Stielike

Winfried Shaefer

Photos : DR

A la date du 13 juin, 43 entraîneurs de différentes nationalités ont répondu à l'appel à candidatures pour diriger l'EN A. Le communiqué publié par le site de la fédération insiste sur le fait que la commission a fait son travail.

«Après examen de chaque dossier, la commission a retenu cinq candidats avec lesquels des discussions préliminaires seront incessamment entamées», apprend-on. On ne sait, par contre, pas, si les candidats retenus étaient «plus-disants ou moins-disants» pour faire partie de la short list que le président de la FAF devra avaliser avant d'engager les négociations. Dans un entretien accordé à nos confrères de *Liberté*, hier, il a confirmé ses «touches» avec le Bosniaque, Vahid Halilhodzic et le Français Philipe Troussier. Le premier, qu'on dit le plus proche pour prendre les destinées techniques des Verts, a même annoncé une rencontre prochaine avec le patron de la FAF. Ce dernier a balayé d'un trait cette éventualité confiant qu'il n'a pas l'intention de se rendre sous peu en France. C'est peut-être vrai. La FAF ayant convenu d'arrêter les recherches à la fin de ce mois.

Pour le second cas, Troussier en l'occurrence, son dossier de candidature date de très longtemps. L'ancien sélectionneur du Japon qui monnaye ses services à 2 millions de dollars/an, est «un vieux projet» pour la FAF de Mohamed Raouraoua. A chaque fois, le recrutement du Français butait sur le volet pécuniaire. Ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui, le «trésor» de la fédération est estimé à 250 millions d'euros, de quoi s'offrir Troussier et Mourinho réunis. Le président de la FAF ne s'en cache pas de saluer l'opulence de son institution. Une telle santé financière a attisé les convoitises et aiguisé les appétits. Des techniciens de gros calibre s'invitent. Zico serait le premier brésilien à faire acte de candidature. Son compatriote, Ricardo annoncé officiellement comme prochain sélectionneur de l'EN d'Arabie saoudite, a laissé tomber les pétrodollars du golfe Persique. «J'ai reçu une forte proposition de la Fédération saoudienne mais je ne peux pas quitter Vasco maintenant», a-t-il déclaré aux médias brésiliens.

Ce qui n'est pas tout à fait vrai. Son manageur, qui l'avait déjà proposé à la FAF au lendemain de la fin de mission signifiée à Jean-Michel Cavalli, en 2007, lui aurait préféré «l'opportunité algérienne». Ricardo, Zico et la «colonie française» ne seraient pas les seules cibles privilégiées de la FAF. Cette dernière tient, selon des indiscrétions, une «grosse pointure» d'origine allemande. Lothar Matthaus (sélection de Bulgarie), Uli Stielike (Al-Arabi, Qatar) et Winfried Shaefer (FK Baku, Azerbaïdjan) seraient intéressés par le challenge. Leur gros handicap est la langue quoique pour le dernier nommé, ancien sélectionneur des Lions indomptables, le problème ne se pose pas réellement. Une source fédérale affirme que la piste allemande est la meilleure, tant elle offre de nombreuses garanties. L'école allemande a toujours su produire des techniciens reconnus et aux palmarès élogieux. Plusieurs nations d'Afrique ont eu à profiter du génie allemand en matière d'entraînement de football. L'Algérie a failli mettre à profit la riche expérience de Peter Schnittger n'était le bras de fer engagé par la FAF sous Abdelhamid Haddadj avec le MJS dirigé alors par le Pr Yahia Guidoum.

Le technicien allemand, qui a été recruté par la tutelle, n'a pu accomplir sa mission avec la fédération. Cette option, la FAF de Raouraoua veut la concrétiser. Soit en contractant avec un entraîneur de renom (parmi les précités) ou bien en dotant la DTN d'un responsable de nationalité allemande qui aurait la lourde charge de reconstruire les fondements de la pratique footballistique en Algérie. Le projet, dit-on, a la chance d'avoir l'assentiment des pouvoirs publics.

M. B.

SELON GLOBE SPORT BRÉSIL

Zico candidat pour le poste de sélectionneur

L'ancien meneur du jeu de l'équipe brésilienne de football, Arthur Antunes Coimbra, dit Zico, est candidat pour succéder à Abdelhak Benchikha à la tête de la barre technique de l'équipe nationale de football, a rapporté hier le site brésilien spécialisé Globe Sport. Selon la même source, le «Pelé Blanc» (58 ans) a envoyé sa candidature, à l'issue de l'appel lancé par la Fédération algérienne de football (FAF), pour la succession de Benchikha, démissionnaire, à l'issue de la défaite face au Maroc (4-0), le 4 juin à Marrakech, pour le compte des éliminatoires de la CAN-2012. Ancien entraîneur de Kashima Antlers (Japon), Fenerbahçe (Turquie), Bunyodkor (Ouzbékistan), du CSKA Moscou (Russie) et de l'Olympiakos (Grèce), Zico a occupé la saison dernière le poste de directeur sportif au sein du club brésilien de Flamengo. Il n'a plus entraîné depuis son départ de l'Olympiakos en janvier 2010.

SELON LE QUOTIDIEN *L'ÉQUIPE*

«Troussier et Halilhodzic favoris pour la succession de Benchikha»

Le technicien français, Philippe Troussier, et le Bosnien, Vahid Halilhodzic, sont les deux favoris pour la succession d'Abdelhak Benchikha à la tête de la sélection algérienne de football, a rapporté hier le quotidien sportif *l'Equipe*.

Lundi dans la soirée, la Fédération algérienne de football (FAF) a publié un communiqué indiquant qu'elle a reçu à ce jour «43 dossiers de candidatures provenant pour l'essentiel d'Amérique latine et d'Europe». La FAF précise qu'elle a retenu cinq candidats «avec lesquels des discussions préliminaires seront incessamment entamées».

Selon l'Equipe, Philippe Troussier (56 ans) et Vahid Halilhodzic (59 ans) restent les pistes les plus sérieuses. Halilhodzic a indiqué lundi au site Foot Africa, qu'il va rencontrer le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, vendredi à Paris. «On verra, on va discuter du projet», a confirmé l'ex-coach de Lille et du PSG. Evoquant la piste de l'ancien sélectionneur de l'Equipe de France, Raymond Domenech, la même source estime qu'elle n'est plus d'actualité. D'ailleurs, dans une déclaration au quotidien *Liberté*, le président de l'instance fédérale algérienne a tenu à démentir «formellement» avoir pris attache avec Domenech.

«En tant que président de la Fédération algérienne de football, je n'ai jamais contacté Raymond Domenech pour le poste de sélectionneur de l'équipe d'Algérie», a-t-il indiqué. La FAF avait lancé le 8 juin un appel à candidature pour trouver un nouveau sélectionneur en remplacement d'Abdelhak Benchikha, démissionnaire après la défaite essuyée face au Maroc (4-0) à Marrakech.

La commission de candidature de la FAF élargira ses consultations aux éventuelles candidatures de qualité qui lui parviendront avant la date de clôture fixée au 20 juin prochain.

Ali Benarbia dans le staff du PSG ?

L'ancien milieu de terrain international de l'EN, désormais membre de la Fédération qatarie, Ali Benarbia, pourrait intégrer le nouvel organigramme du club de la capitale française, selon la radio française RMC.

Ce recrutement s'inscrit dans la volonté des nouveaux propriétaires du PSG de monter une équipe et un staff sportif crédibles en faisant appel à des anciennes gloires, comme cela se fait dans les grands clubs européens.

Nedjma remet des bus luxueux au MC Oran, l'USM Annaba et MC El Eulma

Dans le sillage de la mise en œuvre de sa politique de soutien au football algérien, Wataniya Telecom Algérie-Nedjma a remis, ce mois de juin à Alger, des bus luxueux, au MC Oran, l'USM Annaba et MC El Eulma, habillés aux couleurs de leur club respectif.

L'ASO Chlef, recevra, elle aussi, un bus à ses couleurs avant la fin du mois de juin courant. Ainsi, Nedjma honore son engagement d'offrir un bus luxueux aux clubs de football qu'elle sponsorise.

Engagement pris, le 22 septembre 2010, date de renouvellement des contrats de sponsoring avec des clubs du championnat de football de Ligue 1 professionnelle pour la saison sportive 2010/2011.

Pour rappel, d'autres équipes de football sponsorisées par Nedjma à savoir, le CR Belouizdad, la JS Kabylie, la JSM Béjaïa et le CA Bordj Bou Arréridj, ont déjà reçu chacune un bus luxueux aux couleurs des clubs concernés.

MAROC

Les excuses de Taârabt

Le milieu international marocain des Queens Park Rangers, promu cette saison en Premier League anglaise, Adel Taârabt (21 ans), a présenté lundi soir ses excuses, après avoir quitté ses coéquipiers, à deux jours du match face à l'Algérie (4-0), disputé le 4 juin à Marrakech. «Je tiens à présenter mes excuses au peuple marocain. J'ai perdu mon sang-froid dans un accès de colère. J'étais déçu mais je comprends que je n'aurais jamais dû faire ça», a indiqué Taârabt à Medisat. Considéré comme l'une des étoiles montantes de la sélection du Maroc, Adel Taârabt a quitté la sélection quand il a su qu'il ne faisait pas partie du onze de départ face à l'Algérie. «Ça s'est passé mercredi, le coach a mis son équipe en place. J'ai vu que je n'étais pas dans le onze de départ et puis moi j'avais à cœur de faire ce match-là, surtout que je n'avais pas bien joué lors du premier match aller à Annaba. Voilà, je n'ai pas pu maîtriser mes nerfs et j'ai décidé de quitter le stage et de repartir chez moi», a poursuivi Adel Taârabt. L'ancien joueur de Tottenham avait reçu comme un «choc» le fait de se voir préférer Oussama Assaïdi. «Je sais que ma décision est super grave. J'aurais pu en parler à mon coach ou à mon capitaine, Houssine Kharja, ou à un joueur d'expérience comme Youssouf Hadji. Ils m'auraient conseillé. Mais j'ai pris ma décision tout seul. A deux jours du match, j'apprends que je n'allais pas jouer, en plus j'avais tout organisé pour que ma famille vienne me voir jouer», reconnaît Adel Taârabt.

CA BORDJ BOU ARRERIDJ

D'inutiles calculs

Les supporters du CABBA ne se font pas trop d'illusions concernant les chances de maintien de leur club fétiche en Ligue 1. Ils sont tellement absorbés par les calculs et les probabilités relatifs aux quatre derniers matches de l'équipe en championnat. Des matches, à leurs yeux, absolument à gagner si le Ahly compte bien demeurer en première division. Ce qui signifie que les Jaune et Noir doivent aller à Annaba ramener les trois points. Une mission quasi impossible sachant que les Tuniques rouges annabies ne sont pas, non plus, hors de danger. Après, si le miracle se produit en terre annabie, il faudra aux «salariés du CABBA» l'emporter à domicile contre un autre potentiel relégable, en l'occurrence le WAT qui viendra à Bordj pour décrocher la timbale. Un examen aussi dramatique qui sera suivi par une virée extrêmement dangereuse à Béjaïa. Autant dire que le rêve caressé par les gars des Bibans dépasse l'entendement, quoique en football, tout est possible.

Saâdène Ammara

MC EL EULMA

Bira remercié

Ce qui n'était que rumeur et non-dits est devenu réalité ces dernières heures. La direction du club eulmi vient d'enjoindre au coach de l'équipe première, Abdelkrim Bira de prendre la porte de sortie.

Depuis sa venue à El Eulma, Bira n'a rien réussi de palpable récoltant dix points durant la seconde phase du championnat et dilapidant dix autres unités sur le terrain du stade Messaoud-Zeghar. Ce qui aurait pu éviter cette fin de saison catastrophique aux Vert et Rouge, désormais à la merci d'une descente aux enfers. Il est par, ailleurs, reproché à l'ancien entraîneur du MCEE son comportement à la limite du supportable envers les joueurs (le cas du Guinéen Camara en est la parfaite illustration) et même ses collaborateurs. Il est à noter que c'est son désormais ex-adjoint, Lachguer qui s'occupera de l'équipe durant les dernières journées du championnat avec la mission de sauver ce qui peut l'être.

Mostefa Djafar

BOXE

GALA PROFESSIONNEL A BOUMERDÈS

Yassa - Mendoz à l'explication

L'Algérien Yassa Mohamed affrontera jeudi à partir de 19 heures, dans la catégorie super léger, le Colombien Ignacio Mendoza. Ce combat professionnel se déroulera à la salle omnisport de Boumerdès. A l'issue de cette «explication» en dix reprises, le vaincu aura beaucoup à perdre. «Ce sera nécessairement un combat féroce», estime Guemouri Idir, ancien chef de la daïra de Laaziz et présentement directeur de l'organisation de ce combat. En cas de victoire, l'enfant de Laaziz, Yassa, fera partie des vingt meilleurs boxeurs mondiaux. A partir de cette position et en fonction de ses soutiens, financiers notamment, il pourra disputer des combats d'un échelon supérieur et même défier le détenteur de la couronne mondiale. Les données plaident pour la victoire. L'enfant de Boumraou a disputé 17 combats professionnels et en a gagné 16 par K-O. De plus, les enfants de Laaziz de Bordj-Ménaïel, de Boumerdès et d'autres localités de la wilaya seront présents en force pour aider leur boxeur préféré d'autant plus que l'entrée se fera sur invitation gratuite. Mais le protégé de Khelifa Mederres aura à affaire à un redoutable adversaire dont le palmarès est éloquent. Sur les 37 combats professionnels qu'il a disputés, il en a gagné 29 dont 18 par K.-O. Mendoza est champion intercontinent WBO, champion super latino WBC et champion méditerranéen IBF. Les organisateurs ont prévu pour cette soirée plusieurs autres combats professionnels et amateurs. Pour l'avenir, les sponsors de cette rencontre espèrent une victoire de leur poulain pour créer un effet d'entraînement positif permettant la création dans la wilaya de Boumerdès (l'ex-Rocher noir) d'une section de boxe professionnelle. En effet, ce ne sont pas les potentialités ni les champions qui manquent dans cette wilaya.

Abachi L.

KARATÉ DO

La ligue de Souk Ahras réactivée

Secouée par une crise sans précédent, la Fédération algérienne de karaté do tente de recoller les «morceaux». Son président, Boubekeur Mekhfi, reprend son bâton de pèlerin et s'en va vers la quête d'une base morcelée. Vendredi dernier, il s'est rendu à Souk Ahras pour procéder à la réactivation de la ligue de wilaya locale. La cérémonie a eu lieu en présence de l'ex-président et des membres fondateurs du bureau de la ligue ainsi que des représentants des associations affiliées mais aussi du DJS de la wilaya. La FAK tient, par ailleurs, à apporter des changements sur les plans organisationnel et sportif. Aussi, elle devra organiser du 22 au 26 juin courant à la salle OMS d'El-Biar, le premier championnat maghrébin seniors (hommes et dames) de kata et de kumité. Une compétition qui sera rehaussée par la présence des Tunisiens, des Marocains et des Qataris, invités d'honneur de cette édition qui sera précédée, ce week-end (16 et 17 juin), par un stage technique préparatoire au passage de grade de la ceinture noire (deuxième dan).

ATHLÉTISME

MEETING INTERNATIONAL DE PRAGUE

Zahra Bouras arrache le 800 m

Bouras Zahra continue de s'illustrer dans le circuit athlétique international. Après Rabat, où elle avait échoué de peu dans sa quête de remporter l'or du 800 m du meeting de Rabat, la jeune athlète s'est distinguée, lundi soir, au meeting de Prague en arrachant la première place dans son épreuve de prédilection, avec à la clé un nouveau record personnel (1'59''21). La championne d'Afrique occupe, désormais, le 9e rang mondial de l'année. Elle possède le second meilleur chrono de tous les temps sur 800 mètres. Zahra Bouras est à 49 centièmes du temps réalisé par la championne olympique du 1 500 mètres, Hassiba Boulmerka, entraînée alors par le paternel, Amar Bouras, et devance l'autre championne olympique du 1 500 mètres, Benida Merrah Nouria, créditée de 1'59''49.

A Prague, Zahra Bouras a disposé de la Slovaque Klocova Lucia (1'59''48) et de la Russe Klyuka Svetlana (1'59''65). La Slovaque a pulvérisé le record national.

RÉFLEXION

LABORATOIRE DE MÉTHODOLOGIE DE L'ENTRAÎNEMENT SPORTIF

Football : enjeux et perspectives

Photo : New Press

Par le Dr Bounemri Zaki Salhia *

Après le fiasco et le désastre du match Maroc-Algérie, c'est une mission très délicate à laquelle va s'atteler le futur sélectionneur. Sur le plan strictement sportif, le nouveau sélectionneur doit rebâtir une équipe dont la plupart des cadres ont été totalement discrédités par l'épisode de la dernière rencontre. L'autre chantier prioritaire consiste à restaurer l'image des Verts, particulièrement mise à mal ces derniers temps. En conclusion, une équipe d'Algérie à redresser.

La réflexion conduite depuis des années a mis en lumière les enjeux qui s'attachent à la préservation et au développement du sport et témoigne aussi de l'ampleur des mutations en cours et des difficultés rencontrées pour déterminer un cadre adapté dans un contexte fortement évolutif.

Il faut savoir que la compréhension du sens attaché au football professionnel est indissociable de la construction de l'espace des individus ou des groupes qui engagent des intérêts dans cette pratique.

Au-delà des règles institutionnelles parfaitement connues et reconnues, il y a lieu d'expliciter les relations objectives qui existent, d'une part, au sein des clubs, et d'autre part entre les clubs. La concurrence à laquelle ces derniers se livrent dans le respect des règles sportives est aussi une lutte sociale, menée avec des moyens matériels, du capital économique et des dispositions morales et culturelles importées du monde social qu'il s'agit de reconvertir en capital sportif, le seul qui soit directement efficace sur l'espace de la compétition.

Les espaces nationaux du football

Parler de football professionnel national exige que l'on sache la place occupée par ce sport dans le système des sports de chaque pays, qui se mesure à la composition sociale de ses pratiquants, au degré d'intérêt qui lui est socialement porté comme spectacle et à la manière selon laquelle il se trouve chargé de valeurs sportives, mais aussi identitaires et politiques.

Nécessité de reposer son mandat sur l'investissement humain oblige, nous suggérerons au bureau fédéral de prospecter en direction des acteurs, cadres du football et des jeunes, pour mieux structurer l'administration et le management du football, la formation, la médecine sportive, le football d'élite, le football scolaire et universitaire, de masse, l'encadrement sportif, l'arbitrage, etc.

Donc, nos cadres méritent le respect et une implication totale dans notre football. Et pour cela, nous croyons qu'il serait pertinent de les utiliser dans l'encadrement technique (entraînement, préparation physique, préparation mentale et psychologique, direction sportive, parrainage sportif, etc.), l'administration sportive, l'arbitrage, la médecine sportive, la consultation sportive et/ou radio, télé, etc.

Les cadres ne sont pas seulement des formateurs mais aussi d'anciens joueurs, d'anciens arbitres que l'on pourrait consulter. Enfin, les anciens issus des autres corporations du monde du football peuvent être cooptés dans le parrainage sportif ou la consultation. Et surtout constituer, bien sûr avec les premiers cités, un «collège de sages» que l'on pourrait consulter en cas de besoin.

Le deuxième point d'attention sur lequel nous voudrons interpeller la structure fédérale, c'est la cruciale prise en compte de la frange jeune pour une durabilité de notre football.

Il s'agit ici de bannir à jamais les raccourcis du genre surclassement des jeunes; ou encore de croire que la relève réside dans le fait d'ouvrir des écoles de football et se contenter d'organiser de façon sporadique des tournois, sans créer un championnat de jeunes (minimes, cadets, juniors, espoirs) digne de ce nom.

A regarder de très près, il nous semble qu'il y a un problème de vision, de stratégie et d'organisation.

Et la Fédération gagnerait à regarder de près à ce niveau, à développer une politique adéquate, si elle veut sortir notre football de l'ornière et de façon durable. L'invite que nous pouvons faire à la structure fédérale est d'élaborer, en s'inspirant d'autres pays et de l'investigation sérieuse au pays, parfois juste à côté de nous, la mise en œuvre d'une politique cohérente de développement du football de jeunes. Et pour cela, un accent particulier devrait être mis sur la détection et l'encadrement dans les quartiers et les clubs, le championnat de jeunes (minimes, cadets, juniors), le sport scolaire et universitaire, la formation d'encadreurs de jeunes.

La réglementation de la création, de la gestion, du suivi et de l'intégration dans les championnats nationaux des écoles de football devrait aussi faire partie de la politique de développement du football de jeunes.

L'autre point d'attention de la politique de développement du football devrait être l'encadrement sportif.

Domaine de compétences technique, psychologique, disciplinaire et médicale, il est impératif de créer un cadre de son développement.

En effet, cela devrait permettre la prise en compte de la formation des encadreurs sportifs, la formation des formateurs, leur recyclage et le cahier des charges devant régir la pratique d'encadrement sportif.

Un football de compétition a besoin d'un encadrement de qualité et dans ses différents domaines concernés, d'où l'importance de l'intégration de ce maillon dans le développement du football de jeunes, d'élite et dans la génération de footballeurs de qualité et en nombre.

Ainsi, mieux ils sont encadrés à la base, meilleurs ils seront dans la plénitude de l'âge, donc plus compétitifs.

L'arbitrage est aussi un maillon essentiel dans le développement du football algérien qu'il faut mettre en exergue dans la politique de la Fédération. Que de matches gâchés par de pseudosupporteurs, au motif que l'arbitrage est partial, sectaire, voire corrompu.

Nous pensons que la prospection au niveau des jeunes, des anciens footballeurs peut être une bonne opportunité. Mais dans tous les cas, les tares de l'arbitrage du football algérien devraient être identifiées, analysées et des pistes de solutions formulées autour de la formation des arbitres, ainsi que la sensibilisation des jeunes joueurs au respect de l'arbitre, de ses décisions et des règles du football.

Toutes choses qui forgeraient leur appropriation, la discipline et le fair-play et qui seraient, plus tard, un état d'esprit, un comportement, synonyme d'assainissement du football et d'un football de qualité. Un clin d'œil à la formation d'organisations de supporteurs et à la sensibilisation de ces derniers pour créer un environnement favorable à la pratique d'un football propre serait la bienvenue.

Ainsi, notre proposition suivante se focalise naturellement sur les supporteurs. En effet, quand on parle de football, on ne peut passer sous silence la place des supporteurs. Car sans eux, point de spectacle. D'ailleurs, dans nos stades, nous ne voyons que des supporteurs, passionnés invétérés et véritable patrimoine de notre football.

Quand on évoque les noms de Yamaha, de Khalti Mimouna, ne voit-on pas ici l'incarnation de la passion du football, du vrai football, fait de fair-play, de persévérance, de soutien moral, de solidarité, de sacrifice, de don de soi et donc de «douzième joueur» capable de dynamiser et de revigorer un joueur épuisé et de l'amener à se surpasser pendant 90 minutes, voire 120 minutes ?

Le souvenir, d'Omdourman quoique éphémère, est là, encore vivace, pour nous le rappeler.

Et la Fédération se doit de leur donner la place qu'ils méritent dans le concert du football. L'accompagnement de leurs organisations dans les clubs est impératif pour, d'abord, créer un cadre serein et propice à la participation de ces derniers aux prises de décisions dans le football et, ensuite, dans leur engagement à prôner un football de tolérance, de solidarité, de fair-play et donc à participer au développement d'un football de masse et surtout d'élite.

L'élaboration d'une «charte du supporteur» devrait être un axe majeur dans la politique de la Fédération et basée sur le statut du supporteur, son importance dans le club et au niveau national, le cadre de sa participation au développement du football, notamment son soutien moral, psychologique ou financier

Un football de compétition, comme le souhaite les Algériens, devrait prendre son envol à partir d'une organisation éprouvée, d'une administration conséquente à tous les niveaux et basé sur une structuration adéquate, à savoir une meilleure organisation du football de jeunes, féminin, scolaire et universitaire, d'élite, de masse, etc.

Les projets de nouveaux stades

«Un stade est un facteur clé pour le développement des clubs. L'Algérie a besoin de stades modernes pour se développer. «Il s'agit d'un enjeu majeur. La mémoire d'une institution comme la Fédération devrait être aussi un sujet de grande préoccupation en matière de management d'organisations. Car, sans mémoire, point de survie. En effet, à la Fédération, peut-on faire aujourd'hui l'historique de tous les licenciés de football depuis la création de cette structure ? Ne serait-ce que la situation exhaustive des internationaux, cadets, juniors, seniors que l'Algérie a connus ? Nous nous en doutons ! Et cela, au moment même où nous parlons de l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication ! N'est-ce pas difficile à comprendre ?

Nous exhortons aussi la nouvelle structure fédérale, si ce n'est déjà fait, à intégrer la gouvernance dans son action. Plus d'efficacité, davantage de transparence. Regard intéressé sur la durabilité des actions entreprises, sur la participation de toutes les parties prenantes dans le milieu du football. Intérêt particulier sur la redevabilité, c'est-à-dire toujours être dans un état d'esprit du «rendre compte», de l'acceptation de la critique et de la remise en cause perpétuelle.

La gestion des multiples compétitions au niveau national devrait être aussi un point d'attention.

La définition d'un football de masse et celui d'élite est une nécessité. Les exigences devraient être clairement édictées et suivies scrupuleusement par une «commission de discipline, d'éthique». Car, dans leur conception actuelle, ces compétitions font plus de mal que de bien au football.

En effet, toutes les énergies produites ne sont canalisées ni pour le football de masse, ni pour les jeunes, encore moins pour le football d'élite.

L'articulation entre les différentes structures liées au football et la Fédération doit être définie, organisée et animée pour avoir un cadre de développement de notre sport favori. L'Etat, à travers le ministère, les associations du sport (ligues, clubs, médias, comités de supporteurs, anciens internationaux, etc.) et d'autres structures comme l'ENS/STS, la médecine sportive, COA, etc. sont des parties prenantes à impliquer dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique de développement du football. Sinon, l'échec nous guette à chaque instant. Aussi, dans son organisation, la communication devrait être un point clé pour mieux informer et sensibiliser les amoureux du football. Sport de passion, une communication adaptée peut être source de création d'un environnement favorable de pratique saine du football. Plus on est proche des gens, mieux on connaît leurs réalités et meilleure est la communication faite pour les faire adhérer à une démarche.

La gestion des clubs est, à notre sens, aussi cruciale. On ne développe pas le football par la focalisation sur l'équipe nationale, mais en partant des clubs et d'un championnat national bien structurés. Le club doit être la «sève nourricière» de l'équipe nationale, pas comme on le constate.

Regardez l'Egypte, la majorité des joueurs sont issus des grands clubs du pays, pas plus de trois joueurs sont des «pros» évoluant hors du pays (et sont parfois au banc de touche).

Donc, donnons la place du développement de notre football aux clubs. Formation à la base, des jeunes footballeurs, des futurs cadres dans l'administration du football, des futurs encadreurs (technique, médicaux, etc.) devrait être une des missions des clubs.

Aussi, quand on regarde nos clubs d'aujourd'hui, on ne sait pas qui fait quoi, Quel est le rôle de chaque partie prenante dans le club ? Tout cela reste flou, voire occulte. Or, l'atteinte de performances dépend de la bonne structuration de ces clubs, avec une vision et une mission claire, un leadership confirmé et un regard sur le potentiel humain qu'ils regorgent. Une feuille de route devrait préciser davantage les priorités dévolues aux clubs.

Tout cela devrait être mené avec une forte culture de la sanction. Toute action devrait faire l'objet d'un référentiel, permettant la mesure et donc la sanction. Laquelle devrait être équitable pour tous, les bons résultats doivent être magnifiés, récompensés (jusqu'à la décoration officielle) ; les mauvaises pratiques punies, bannies et leurs auteurs réprimés. Ce n'est que par cela que l'on construit la maison commune.

Enfin, l'un des axes fondamentaux du développement de notre football repose sur le financement et son utilisation rationnelle, dans la transparence et l'efficacité.

B. Z. S.

**** Maître de conférences en handball à INFS/STS de Dély-Ibrahim, enseignante chercheur en sport.***

lesoirculture@lesoirdalgerie.com

Le coup de bill'art du Soir

Par Kader Bakou

Bruce Lee à Timgad

Nous avons vu plusieurs documentaires sur les anciennes villes romaines en Algérie et dans chacune de ces villes montrées, il y a un théâtre. Celui de Djemila abrite jusqu'à aujourd'hui un festival musical (celui de Timgad se déroule dans un nouvel amphithéâtre depuis l'été dernier). Une scène du film *La fureur du dragon* a été tournée au Colisée de Rome. C'est celle du combat d'arts martiaux opposant Bruce Lee à Chuck Norris. Cette scène a fait mieux connaître dans le monde entier ce monument archéologique.

Chez nous, on pourrait faire mieux en organisant, par exemple, un festival d'arts dramatiques dans un amphithéâtre romain. L'Italie sera certainement intéressée et pourrait participer au financement et au sponsoring d'une telle manifestation.

On dit que les ruines romaines en Algérie sont plus importantes que celles en Italie.

K. B.
bakoukader@yahoo.fr

Actucult

CENTRE CULTUREL FRANÇAIS D'ALGER

● **Jusqu'au 28 juillet :** Exposition «Récits de voyages» (sculptures, terres cuites et bronzes) de l'artiste Kaci.

PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI-ZAKARIA (KOUBA, ALGER)

● **Jusqu'au 30 juin :** 1er Salon national de la photographie insolite.

CENTRE CULTUREL DE BOUMERDÈS :

● **Jusqu'au 16 juin :** Journées du théâtre pour enfants

SALLE SIERRA MAESTRA (ALGER)

● **Jusqu'au 17 juin à 19h30 :** Pièce *Wel moudja wellet !*, texte et interprétation de Slimane Benaïssa. Décor de Arezki Larbi.

COMPLEXE CULTUREL LAÂDI-FLICI (ALGER)

● **Mercredi 15 juin à 21h :** Soirée chaâbi avec Hedroug Fayçal et Lahouaoui Ismail.

CENTRE COMMERCIAL ET DE LOISIRS DE BAB EZZOUAR

● **Jeudi 16 juin :** Concert de pop-rock avec le groupe Afgate.

CAFÉ LITTÉRAIRE DE BÉJAÏA

● **Samedi 18 juin à 14h :** Le poète Mahdi Saâd Eddine sera l'invité du café littéraire de Béjaïa qui aura lieu au théâtre régional Malek-Bouguermouh de Béjaïa.

SALLE EL-MOUGGAR (ALGER-CENTRE)

Cycle du film tunisien

● **Jusqu'au 18 juin :**
14h, 16h et 18h : Projection du film *Leïla ma raison* de Taieb Louhichi.
20h : Projection du film *Trente* de Fadhel Jaziri.

● **Du 20 au 24 juin :**
14h, 16h et 18h : Projection du film *Les mille et une voix* de Hsen Aorya.
20h : Projection du film *Bab Aziz* de Nacer Khemil.

● **Du 27 au 30 juin à 14h et 17h :**
Projection du film *La ballade de Mamlouk* d'Abdeltif Bouassida.

JOURNÉES CULTURELLES DU ROYAUME D'ESPAGNE

● **Mercredi 15 juin au Palais de la culture**
14h : Projection de documentaires.
Troisième chapitre : «L'architecture et l'urbanisme d'Andalousie» : Villes d'Andalousie, Châteaux et forteresses d'Andalousie, Le Mudéjar : de l'islam au nouveau monde.
20h à la maison de la culture : Spectacle de flamenco de Casa Patas.

● **Jeudi 16 juin au Palais de la culture**
18h à la salle de conférences : Projection de documentaires. Quatrième chapitre : «L'art et le quotidien de l'Andalousie» : Eau et agriculture en Andalousie, La vie quotidienne en Andalousie, Musique et poésie au sud de l'Andalousie.
20h au Palais de la culture : Spectacle de clôture flamenco de Casa Patas.

MAÂTKAS

Fête de la poterie

C'est officiel, la deuxième édition du Festival culturel local de la poterie de Maâtkas (ex-fête nationale de la poterie) aura lieu du 14 au 19 juillet.

Les organisateurs ont déjà peaufiné un riche programme. Ils offriront ainsi aux visiteurs un vaste panorama d'activités, d'événements, d'expositions et autres festivités.

Il convient de souligner que cette manifestation se déroulera sous le haut patronage de la ministre de la Culture et sous l'égide des autorités locales (wilaya et APC de Maâtkas et Souk El-Ténine).

On retrouvera, à cette occasion une riche exposition de la poterie kabyle en plus du grandiose marché qui réunira plus de 40 artisans qui viendront des quatre coins du pays. Un concours est prévu pour la meilleure création artistique.

Deux prix seront offerts aux lauréats : le prix du jury et le prix du public. La thématique de cette édition sera essentiellement portée sur les techniques décoratives, *arkem*. Pour ce qui est des autres activités, nous retrouverons l'atelier pour enfants, mais aussi pour les amateurs adultes qui désireraient mettre la main à la pâte pour s'initier à ce bel art.

Un autre atelier sera mis en place et conçu spécialement pour la calligraphie tifinagh en plus bien sûr des rencontres entre peintres et potiers pour un travail de complémentarité qui sera mis en chantier à l'occasion de ce rendez-vous culturel.

Pour ce qui est de l'animation, des films sur la poterie seront projetés au grand public, une visite guidée dans un village ancien de la région sera organisée et bien d'autres festivités telles des conférences et des soirées artistiques.

Par ailleurs, les objectifs assignés à ce traditionnel festival sont entre autres la promotion du travail de l'argile, la défense de la profession de potier(e), la sauvegarde du patrimoine potier, la création d'une maison et d'un musée de poterie locale, la création et l'aménagement d'ateliers dans les villages… Des objectifs qui, avec la volonté de tous les intervenants dans ce domaine, pourront facilement être atteints.

Amayas Idir

MILA

Coup d'envoi du Festival national aïssaoua

C'est hier, 14 juin, que devait être donné, au niveau de la maison de la culture de Mila, le coup d'envoi officiel du Festival national culturel aïssaoua, dans sa 6e édition qui s'étalera jusqu'au 20 du mois.

Sous le haut patronage de la ministre de la Culture et du wali de Mila, cette 6e édition se penchera sur l'aspect artistique de cette confrérie soufiste et verra la participation de 24 troupes représentant les différentes régions du pays, à savoir Mila, Constantine, Skikda, Oum El-Bouaghi, Biskra, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Annaba, Souk-Ahras, Tizi-Ouzou, Médéa, Mostaganem et Béchar, en plus d'une troupe tunisienne (Hadrat rejal Tounès, sous la conduite de Taoufik Doghmani), en tant qu'invitée d'honneur.

Une trentaine de spectacles artistiques seront au menu sur scène et en dehors en tant qu'animation de proximité, y compris dans d'autres agglomérations de la wilaya, à l'instar de Grarem, Redjas, Tadjenanet et Ferdjioua. En plus du volet spectacle, les invités et le large public auront droit à 5 tables rondes comportant une dizaine de communications sur le thème et qui seront animées par d'éminents universitaires, sans oublier une grande exposition qui sera fortement inspirée du thème proposé.

Les troupes, bien sûr, se succéderont au fur et à mesure du déroulement de la manifestation, suivant un programme tracé, pour donner couleurs et gaieté aux soirées «mileviennes». Pour rappel, cet important évènement culturel a été institué par arrêté ministériel du 23 novembre 2005, avec une première édition organisée du 10 au 14 décembre 2006 et qui a eu pour thème : «Rectification ou concordance des concepts de la tarîqa». S'en est suivie la deuxième qui s'est déroulée du 27 au 31 octobre 2007, avec pour thème «Sur les traces de la tarîqa ou sur les pas du passé».

Le troisième acte de cette manifestation a eu lieu du 23 au 27 novembre 2008, sous l'intitulé «Les zaouïas de la science», un thème qui a permis de mettre en relief le rôle de ces institutions dans la transmission du savoir, au sens large et noble du terme. Le quatrième numéro a eu pour thème «La philosophie de l'invocation dans le milieu des zaouïas» et s'est déroulé du 13 au 18 décembre 2009 et, enfin, la cinquième édition organisée du 15 au 20 mai 2010 sous le thème «Le rôle de la zaouïa dans l'ancrage de l'identité nationale».

Le large public de Mila vibrera à coup sûr au rythme envoûtant de cette musique qui a ses adeptes, et ils sont nombreux.

A. M'haimoud

3E FESTIVAL DE DJOUA

Bol d'Air en attendant Akli Yahiaten et Amazigh Kateb

La 3e édition du Festival de Djoua est prévue du 16 au 23 juillet 2011. Plusieurs activités culturelles et artistiques figurent au programme de cette manifestation. Ainsi, des concerts de musique seront animées par des artistes algériens et étrangers, notamment Akli Yahiaten, Amazigh Kateb, Nouara, Dub Ink et Rajery. Le Théâtre régional de Béjaïa abritera des représentations de pièces de Kateb Yacine, Mohia et d'autres dramaturges connus.

Au programme cinéma, nous avons une projection du film sur l'écrivain Mouloud Feraoun ainsi que d'autres longs métrages : *Hors-la-Loi* de Rachid Bouchareb, *Da Mokrane*, etc.

Djoua est un petit village perché sur un pic montagneux dominant la baie de Béjaïa. En 1958, en pleine guerre de Libération, ce village (et ses environs) a été déclaré zone interdite et ses habitants ont été obligés de partir ailleurs.

Depuis, il est resté inhabité. Le Festival de Djoua est une initiative destinée à faire revivre ce village kabyle

ancestral. C'est dans le même but que va se tenir à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 25 juin une série de «démonstrations aériennes» à Djoua en partenariat avec l'association française Bol d'Air (parapente et paramoteur, vols biplace parapente, kitesurf).

Cette initiative vise également à promouvoir le tourisme dans la région. Son slogan, d'ailleurs, est «Le tourisme de montagne au service du développement».

K. B.

ÉLECTIONS TURQUES ET TRAGÉDIE GRECQUE

Les croisades revues par Bruxelles

Les Européens ne livrent pas des croisades pour libérer Jérusalem ou défaire le grand méchant Turc. Ils sont appelés à un autre exercice.

De notre bureau de Bruxelles Aziouz Mokhtari

Pas aussi simple que cela. Loin s'en faut ! Récolter des fonds pour éviter que la Grèce, membre de l'UE, ne sombre dans le chaos.

Pour apocalyptique qu'il n'y paraît, le scénario est, pourtant, sérieux, crédible. Athènes, pour dissimulation de vrai déficit et manipulation de chiffres, est au bord de l'asphyxie.

Papandréou, l'actuel Premier ministre, socialiste de son état, n'en peut plus de demander à «son peuple» des sacrifices,

Photo : DR

Papandréou, Premier ministre grec.

encore des sacrifices, que des sacrifices. Les partenaires, Banque mondiale et Fonds monétaire, veulent bien encore mettre des liquidités dans les caisses helléniques, mais ils imposent des conditions drastiques, inhumaines que les Grecs ne supportent sans doute pas.

L'Union européenne ne veut plus – le peut-elle, d'ailleurs ? – secourir ce mauvais élève, ce chenapan. L'Allemagne, grand financier mais ferme et sérieux quant aux dépenses publiques, avertit. Pas question de payer pour la «paresse» grecque, et hors de question de donner de l'argent pour sauver les fraudeurs.

Le prochain sommet européen (à partir du 23 juin en cours) promet des empoignades fourchues, des débats houleux. Pendant ce temps, la Turquie musulmane, le grand méchant Ottoman, va tranquillement son chemin. 17e économie mondiale, l'un des taux de croissance les plus intéressants en Europe, Ankara est dans la catégorie «excellence».

Casse-tête pour Bruxelles qui a fermé la porte de l'Europe à Ankara et dépensé sans compter pour la Grèce.

Une vraie tragédie grecque.

A. M.

TUNISIE

Critiques contre un procès de Ben Ali sans Ben Ali

La Tunisie commencera à juger la semaine prochaine l'ex-président Ben Ali, mais celui qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant 23 ans ne sera pas là pour faire face à ses juges, une perspective «frustrante» pour des militants des droits de l'homme et de nombreux Tunisiens.

Le Premier ministre de transition Béji Caïd Essebsi a annoncé lundi soir sur Al-Jazeera que le procès par contumace de l'ex-homme fort de la Tunisie commencerait le 20 juin, à Tunis. M. Essebsi a aussi indiqué que la Tunisie n'avait jamais reçu de réponse des autorités saoudiennes à sa demande de lui remettre l'ancien président. Zine El Abidine Ben Ali s'était réfugié dans le royaume saoudien le 14 janvier, après un mois de soulèvement populaire contre lui.

M. Ben Ali sera donc jugé à l'instar de son homologue égyptien Hosni Moubarak, mais il ne sera pas sur le banc des accusés. Cette annonce n'a pas suscité l'enthousiasme en Tunisie, certains jugeant que ce ne serait pas «un vrai procès» et d'autres qu'il s'agissait de calmer l'opinion.

«Pour moi, c'est un non-événement. C'est une fumisterie. On a tout fait pour ne pas lui faire un véritable procès. C'est un effet d'annonce pour manipuler l'opinion», a déclaré à l'AFP le journaliste Taoufik Ben Brik, opposant acharné à M. Ben Ali.

Pour lui, les autorités auraient mieux fait de s'en prendre aux membres ou partisans du régime déchu encore en Tunisie.

Radhia Nasraoui, militante réputée des droits de l'homme, a pour sa part jugé «frustrant» que M. Ben Ali soit jugé par contumace. Elle aurait préféré que les autorités prennent plus de temps pour obtenir son extradition. «Ça ne va pas être le procès qu'on aurait souhaité pour Ben Ali. Il est responsable de milliers de cas de torture, de centaines de morts. Sa famille a pillé le pays. Comment va-t-on pouvoir le juger s'il n'est pas là ?», a-t-elle dit à l'AFP.

Cet avis est partagé par Feten, une jeune employée, qui se réjouit de l'annonce d'une date, mais juge qu'en l'absence du principal accusé le procès «n'apporte pas grand-chose».

Pour Ridha, un instituteur, l'annonce du procès vise à calmer les esprits, et pour lui c'est du «camouflage».

Quant à Omar Mestiri, un des fondateurs du Conseil national des libertés en Tunisie, il estime que le procès doit être davantage celui d'un système que celui d'un homme, afin de «retenir les leçons pour que cela ne se reproduise plus jamais». Le procès doit se tenir devant le tribunal de première instance de Tunis, a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Le Premier ministre avait déclaré lundi que M. Ben Ali et d'autres responsables de l'ancien régime, qu'il n'a pas nommés, seraient jugés pour «93 «affaires», partie devant une juridiction civile partie devant une juridiction militaire. Mais il a précisé que c'est le volet civil qui s'ouvrirait le 20 juin.

Le ministère de la Justice avait indiqué début juin que le président déchu, ainsi que son épouse Leïla Trabelsi seraient jugés pour deux premières affaires. Un premier dossier porte sur «la découverte d'armes et de drogues dans le palais présidentiel de Carthage», le deuxième sur 27 millions de dollars en liquide découverts en février par la commission anticorruption dans un palais de Ben Ali à Sidi Bou Saïd, dans la banlieue nord de Tunis.

Le ministère avait précisé que des enquêtes étaient en cours visant le couple Ben Ali, sa famille et d'anciens ministres et responsables du régime déchu et concernant notamment des cas d'homicides volontaires, d'abus de pouvoir, de trafic de pièces archéologiques ou de blanchiment d'argent.

Le 6 juin, M. Ben Ali a qualifié ce procès de «mascarade», par le truchement d'un avocat. C'était la première fois qu'il refaisait surface, même indirectement, depuis sa fuite de Tunisie.

LIBYE

L'Otan affirme avoir les «moyens nécessaires» pour sa mission

L'Otan a assuré hier avoir les «moyens nécessaires» pour mener à bien sa mission en Libye, réfutant des affirmations affirmant que la situation pourrait devenir critique si les opérations se prolongeaient.

«Nous continuons à maintenir un rythme d'opération élevé. Il est clair que l'Otan a les moyens pour maintenir la pression sur (le dirigeant libyen Mouammar) Kadhafi», a déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu.

«Nous savons que cela prend du temps», a-t-elle ajouté.

«Après la réunion de la semaine dernière des ministres (de la Défense de l'Otan), les alliés et leurs partenaires examinent comment fournir au mieux les moyens nécessaires pour accomplir cette mission. Et comme indiqué la semaine dernière, le secrétaire général (de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen) est confiant que l'alliance y parviendra», a souligné Mme Lungescu.

Cette déclaration intervient après la mise en garde vendredi du secrétaire américain à la Défense Robert Gates aux alliés occidentaux de l'Otan sur leur manque d'investissements militaires et de volonté politique. Ces «lacunes» pourraient «compromettre» l'efficacité de la mission en Libye, selon M. Gates.

Mardi, le chef de la Royal Navy, l'amiral Mark Stanhope, a par ailleurs estimé que les priorités devront être repensées si l'opération lancée par l'Otan durait plus de six mois.

«Si les opérations durent plus longtemps, bien sûr que la question des ressources deviendra critique», a de son côté déclaré à Belgrade le commandant suprême allié pour la transformation de l'Otan, le général français Stéphane Abrial.

Voulant montrer que la pression ne faiblissait pas sur les troupes du colonel Kadhafi, l'Otan a diffusé hier une vidéo montrant une attaque aérienne contre un «vaste dépôt de munitions» dans le désert libyen, au centre du pays.

«L'Otan continuera à frapper ce type de cibles pour empêcher l'approvisionnement des forces pro-Kadhafi et empêcher les attaques contre des civils», a expliqué par vidéo-conférence depuis Naples (sud de l'Italie) le lieutenant-colonel Mike Bracken, porte-parole de la mission «Protecteur unifié» dirigée par l'Otan.

ONU

La Syrie divise en profondeur la communauté internationale

Séparément, ils condamnent avec fermeté la répression sanglante en Syrie. A un échelon régional, ils ont décidé de sanctions. Mais au plan international, et singulièrement à l'ONU, les mêmes pays ont échoué à s'entendre, décrédibilisant leur aura et pouvoir.

L'enjeu n'est cependant pas une révolution : il s'agit, sans moyen coercitif, d'exercer une pression politique sur le régime de Bachar Al-Assad.

«Le projet de résolution en débat à l'ONU est un premier texte, une résolution déclaratoire qui ne permet pas le recours à la force», souligne un haut responsable français sous couvert de l'anonymat.

La division est si profonde, si remplie d'arrière-pensées, qu'elle a permis à deux poids lourds du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine, détentrices d'un droit de veto sur ses décisions, d'aller jusqu'à boycotter ce week-end des discussions d'experts de l'ONU sur un projet de résolution condamnant Damas.

L'Europe — France, Grande-Bretagne, Allemagne et Portugal notamment —, pousse à l'adoption d'un texte qui montre enfin, après trois mois de révolte durement réprimée, que le Conseil de sécurité, garant de la stabilité dans le monde, ne peut passer sous silence un recours disproportionné à la force pour mater des manifestations pacifiques.

Le précédent libyen, avec l'adoption de résolutions menaçant Mouammar Kadhafi de Cour pénale internationale et autorisant le recours «à tous les moyens» pour protéger des populations civiles, joue contre Londres et Paris. Plusieurs capitales, Moscou en tête, jugent qu'avec des hélicoptères engagés dans les combats, les textes onusiens ont été détournés de leur finalité.

A la différence du dossier libyen, «la Ligue arabe n'a pas pris position» sur la Syrie et la peur de l'instabilité est aussi moteur de divisions, relève-t-on de sources diplomatiques. «Un changement de régime en Syrie provoquerait-il une guerre civile dans ce pays ? Si la réponse est oui, alors ne faisons rien», ajoute-t-on de mêmes sources.

A côté de l'Europe, les Etats-Unis donnent de la voix, soutiennent l'approbation d'un texte et ont, comme l'Union européenne, pris des sanctions contre des responsables syriens. «Une transition doit avoir lieu. Si le président Assad ne dirige pas cette transition, alors il doit se retirer», vient de répéter une énième fois la Maison Blanche.

Parmi les pays récalcitrants à l'adoption d'un texte, deux groupes sont à distinguer.

La Russie et la Chine ont le pouvoir de l'interdire à l'ONU. Leurs arguments traditionnels reposent sur un principe de non-ingérence et sur le fait, souligne Moscou, proche de Damas, que la situation intérieure en Syrie ne menace pas la stabilité régionale et mondiale.

Le deuxième groupe est composé de pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde. Candidats à un siège permanent à l'ONU, ces pays peuvent profiter de l'opposition frontale russe et chinoise pour refuser de soutenir un texte. Neuf voix sur les 15 membres du Conseil de sécurité sont nécessaires — sans veto — pour l'approbation d'une résolution.

A la différence de Mouammar Kadhafi, vite mis hors jeu par la communauté internationale, le président Assad ne l'a pas été, pas même par ceux qui sont les plus prompts à condamner son action.

«Il n'est pas trop tard pour Assad mais le temps est compté», disait-on encore récemment de source proche de la présidence française. «Il a perdu sa légitimité en agissant comme il l'a fait. Y a-t-il une possibilité qu'il la recouvre ? Oui. Avons-nous beaucoup d'espoirs en ce sens ? Non», avait ajouté cette source.

Depuis le 15 mars, début de la révolte, plus de 1 200 opposants sont morts et 10 000 ont été arrêtés en Syrie, selon des ONG.

Le Soir d'Algérie
magfemme03@yahoo.fr
Le magazine de la femme
Mercredi 15 juin 2011 - PAGE 17
Page animée par Hayet Ben

Ménopause et poids, est-ce vraiment inévitable ?

Photos : DR

LA MÉNOPAUSE AUGMENTE LE TAUX DE CHOLESTÉROL

Les grandes variations hormonales de la ménopause aboutissent à une augmentation du taux de cholestérol. C'est pourquoi un dosage du taux de cholestérol est recommandé à la ménopause.

Si on continue à manger de façon standard, si on augmente les rations, si on ne fait pas beaucoup de sport, on ne fait qu'aggraver son cas. Il faut savoir aussi que la ménopause joue un épiphénomène car les symptômes de la ménopause (bouffées de chaleur, insomnie, baisse de moral, fatigue…) encouragent à ne pas faire de sport et à rechercher dans l'alimentation une consolation. Pour contrer cette évolution, il faut être relativement volontariste. Accepter d'abord le fait qu'il ne s'agit pas d'une anomalie, le corps a besoin de moins de calories qu'avant et il va falloir en «rentrer» moins, c'est-à-dire manger différemment, «intelligemment», et faire du sport.

Mais attention ! Pas n'importe quel sport. Un sport d'effort moyen et de durée moyenne, soit 30 ou 40 minutes par jour ou 3 heures par semaine. En effet, nous commençons à puiser de l'énergie dans les graisses stockées seulement au bout de 20 minutes d'exercice. Ce n'est donc pas en courant après l'autobus qu'on va maigrir ou en montant 6 étages d'escalier à toute vitesse. En revanche, marcher vite pendant une heure et demie ou faire du vélo d'appartement pendant 20 minutes à vitesse moyenne, ça fait maigrir !

VRAI

Les muscles sont les premiers consommateurs d'énergie de l'organisme, même quand nous dormons ! Ils restent en effet dans un état permanent de contraction : c'est ce qu'on appelle le maintien du tonus musculaire. Cette fonction a un rôle majeur dans le métabolisme de base, qui représente le minimum d'énergie requise par le corps pour assurer ses fonctions vitales (activités cardiaque, respiratoire, circulatoire, nerveuse, digestive, musculaire...).

Pour une personne très sédentaire, le métabolisme de base (par exemple la respiration) mobilise environ 60 % des dépenses quotidiennes et 45 à 50 % pour une personne très active ; la digestion prend 10 % et le reste est dédié à l'activité physique et intellectuelle supplémentaires. Bien sûr, plus l'activité physique est intense, plus nos muscles travaillent et consomment des calories. Cela permet donc de maintenir ou d'accroître la masse musculaire, ainsi que le nombre de calories consommées chaque jour ! Voilà pourquoi l'exercice physique est un bon moyen de ne pas prendre de kilos.

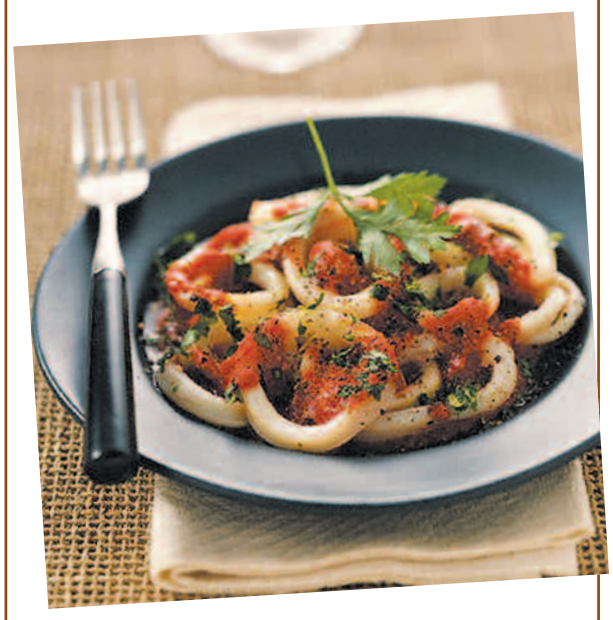
Les muscles pèsent lourd

VRAI

Les muscles, composés à 75 % d'eau, sont plus denses que la graisse. Ils représentent 35 à 40 % de notre poids. Mais un kilo de muscle occupe bien moins de volume qu'un kilo de graisse. Ainsi, à poids égal, plus la masse musculaire est développée, plus la silhouette est fine. Pour juger de la corpulence d'une personne, la balance ne peut donc pas être la seule référence ! Contrairement aux idées reçues, le muscle ne se transforme pas en graisse, ni la graisse en muscle. Ce sont deux tissus différents. Si les muscles ne sont plus sollicités, ils «fondent» rapidement et le corps perd de sa fermeté. Parallèlement à cela, les dépenses énergétiques diminuent. Si le régime alimentaire n'est pas adapté en conséquence, nous prenons de la graisse.

En revanche, prendre du muscle augmente les dépenses caloriques quotidiennes et favorise la perte de la masse grasse, à condition de ne pas compenser en mangeant davantage.

Calamars à la tomate



500 g de calamars surgelés, 500 g de tomates concassées, 1 oignon haché, 1 gousse d'ail haché, herbes de Provence, huile d'olive, sel, poivre

Couper les calmars en morceaux.
Faire chauffer l'huile d'olive dans une poêle et y faire revenir les calamars pendant 5 minutes, ajouter l'oignon et l'ail haché et faire dorer 5 minutes, ajouter la boîte de tomates, les herbes de Provence, le sel et le poivre et laisser cuire 30 minutes.

Fraises infusées à la menthe et glace vanille

10 fraises, 1 boule de glace vanille, 12 feuilles de menthe + 3 pour le décor, 2 c. à c. de sucre, 1 tranche de pain d'épices, 100 ml d'eau

Lavez, équeutez et coupez les fraises en fines lamelles. Lavez et ciselez la menthe.
Faites chauffer l'eau. Versez-la dans un bol, ajoutez le sucre et la menthe ciselée. Laissez infuser pendant 5 minutes. Ajoutez les fraises et laissez refroidir au réfrigérateur pendant une heure. Découpez le pain d'épices avec un emporte-pièces en forme de fleur. Versez les fraises infusées dans une assiette creuse, déposez au milieu une boule de crème glacée à la vanille et décorez avec de feuilles de menthe et le pain d'épices.

Petit guide des épices

PAPRIKA

Stimule les sécrétions digestives. Irritant à fortes doses.

D'où vient-il ?

Il s'agit d'un poivron ou piment doux séché et broyé, très consommé dans les Balkans (c'est l'épice type du goulasch).

Sa saveur

Très caractéristique, forte et aromatique.

Ses usages

Parfait avec les sauces chaudes ou froides à la crème, les œufs sur le plat, les pommes de terre en ragoût, et aussi le fromage blanc ou les petits chèvres frais.

Astuce : Il peut parfumer la moutarde et la vinaigrette destinée à assaisonner les tomates.

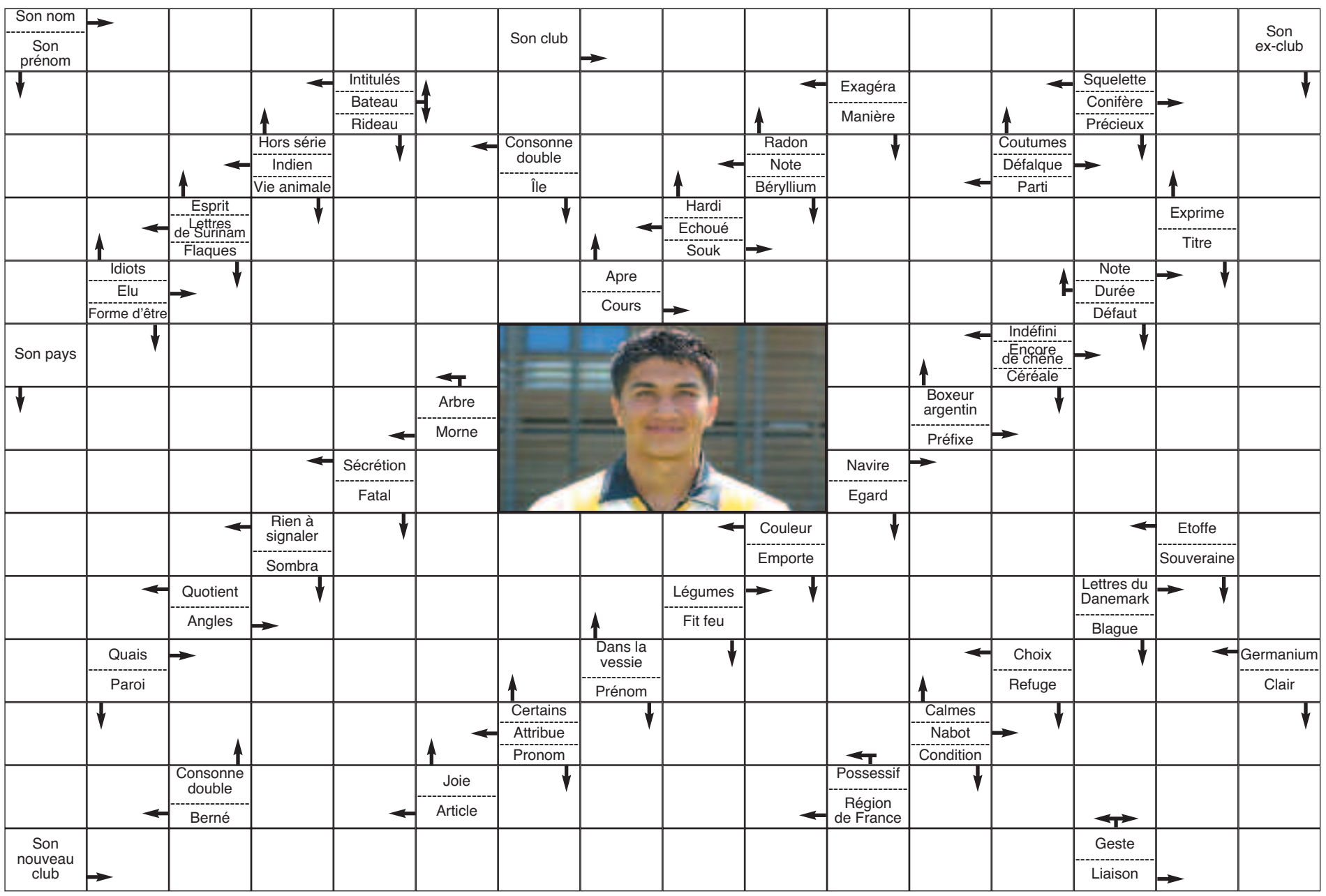
Thé glacé

75 cl d'eau minérale, 2 c. à s. bombées de thé, glaçons pour servir

Verser l'eau dans une carafe, ajouter le thé et mélanger. Couvrir et laisser infuser à température ambiante pendant 5 à 6 heures en remuant de temps en temps. Filtrer puis servir avec des glaçons. Proposer également du sucre à ceux qui préfèrent cette boisson plus sucrée. Pour cette recette, choisir un thé bien parfumé aux arômes de fruits et d'épices.

MOTS FLÉCHÉS

Par Tayeb Bouamar



ENUMÉRATION

Ces colonnes abritent les noms de 11 chansons de Takfarinas. Une lettre ne peut être cochée qu'une seule fois. Définition du mot restant = «Son dernier tube»

F	E	L	L	A	M	O	U	L	Z	K	A
A	L	S	A	A	L	I	W	A	A	I	N
S	A	T	Y	A	W	N	H	C	A	L	T
S	M	E							M	L	H
I	A	L							A	E	A
R	L	H							Z	H	M
E	W	A							A	D	O
M	A	L	D	I	N	G	H	I	A	I	U
H	A	L	L	A	H	L	E	W	M	A	T
C	N	I	A	D	H	K	E	W	L	W	I

1- ZAAMA-ZAAMA
2- IDHELLI KAN
3- THAMOURT IW
4- FELLAM
5- OULACH WIN
6- WAY TELHA
7- LAASLAMA
8- L'WALDIN
9- GHIWEL
10- ASSIREM
11- LWEKHDA

MOT RESTANT = INCHALLAH

LETTRES DE : MALAWI

1							M							
2							A							
3							N							
4							G							
5							O							
6							C							
7							H							
8							I							

1- LAC
2- ANCIEN MALAWI
3- VILLE
4- CAPITALE
5- ÎLE
6- LANGUE
7- MONNAIE
8- PRÉSIDENT

SOLUTIONS...SOLUTIONS...SOLUTIONS...

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS

GESTAPO-FLAMANDS
RUAIS-LA-ENS-AIE
ARCS-TEINTE-FI-N
NOS-GE-SES-GANGS
DS-TANTES-FOI-AI
I-TARDES-CE-SAIB
LARGEUR-PORTAS-L
OMISES-BIRMAN-FE
QUE-S-GE-SAS-TAM
USER-TORRES-FETE
EES-R-UNIE-SUR-N
NE-TESTES-LEG-ST
T-ERMITE-PANAMA-
ENTOURE-MO-TCE-D
SAINES-SUIVIE-TE
-TRES-VESSIE-LES
DUES-ME-EON-MANO
ERE-PERSAN-LI-TP
FE-BANTOU-VANTAI
L-PERDUS-NIMES-L
AVERTIS-PUREE-RA
GORGEE-GABES-CAN
RITES-BETIS-SAIT
ASES-MANIE-BIDE-
TIS-MURES-BALI-N
IN-CENTS-MIRO-NO
O-POLIO-SARI-SIC
NEBRASKA-IRLANDE

MOTS FLÉCHÉS

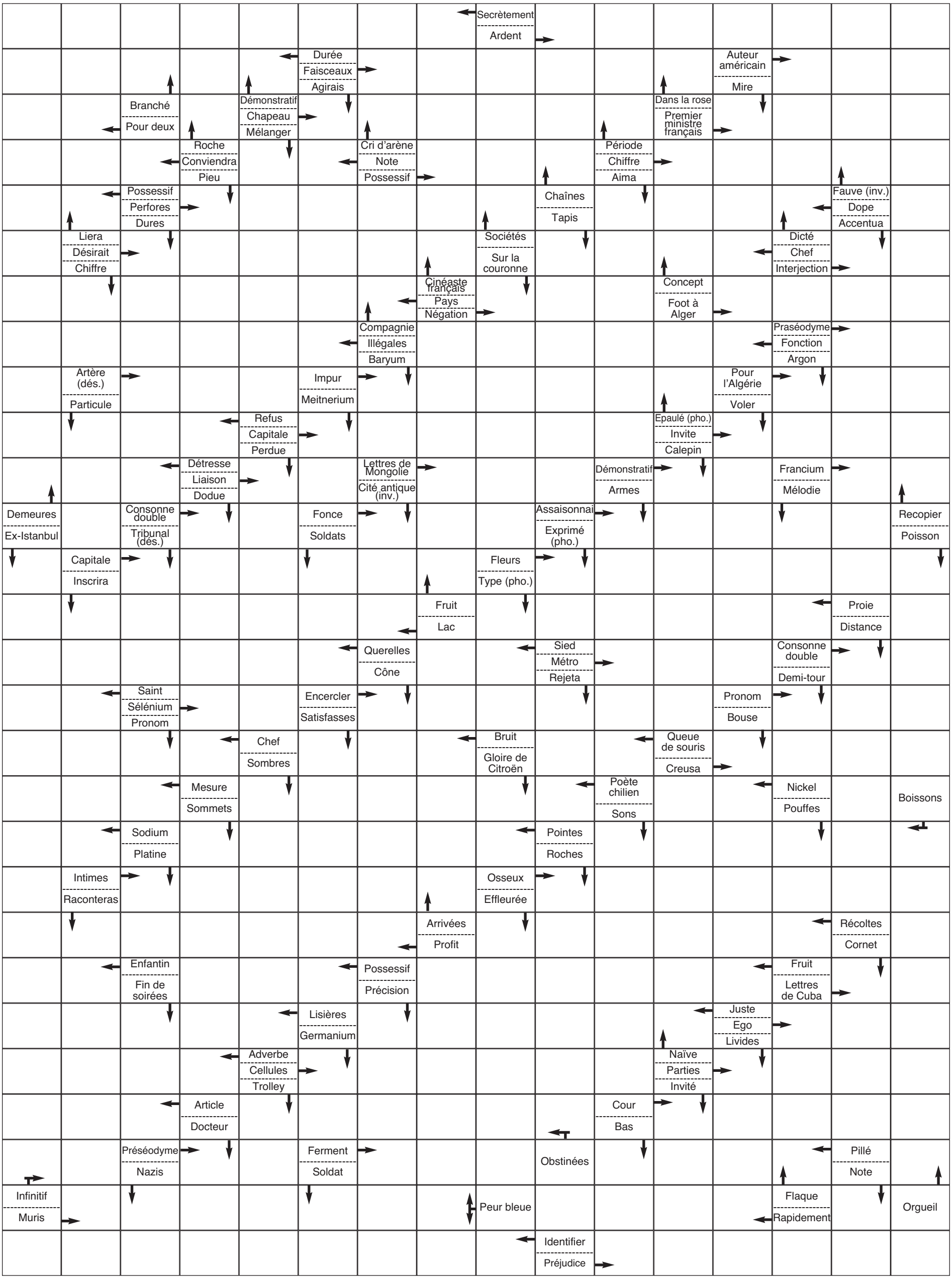
-LEONARDO-ELO-AM
BATIE-AUSSI-RAMI
RIRE-MS-EU-BARIL
ETE-DIAMS-PAN-SA
SU-POLIE-LARGE-N
IENA-A----GRE-LA
L-ORAN----EE-S-C
-MILA-----S-SEA-
CASE-PORTO-LITRE
OTE-GA-UE-MISEES
AS-PANSE-ROME-SS
C-LOGIS-DATE-L-O
HAIR-E-LAME-NIER
-INTERDEMILAN-TE

LETTRES MALI

----BAMAKI----
-----TOUAREG--
---STADEMALIEN
---MACINA-----
---BAMBARA----
----GAO-------
-SALIFKEITA---
---KAYES------
-----NIGER----
------TOURE---
----AZAOUAD---

MOTS FLÉCHÉS GÉANTS

Par Tayeb Bouamar



OFFRES D'EMPLOI

ATELIER DE CONFECTION, situé à la cité 647/800-Lgts, Bouzaréah, cherche **piqueuse qualifiée**. Contacter : 0553 13 71 54

CERALG/SPA - Société de céramiques algériennes - Unité de polystyrènes, recrute un directeur commercial et un directeur marketing, 5 ans minimum d'expérience dans le domaine. Expérience souhaitée en BTP et/ou matériaux de construction. Bonne connaissance : arabe, français, anglais souhaitée. Possédant véhicule. Veuillez nous contacter aux numéros suivants : 024 52 10 35 à 38 - 0550 598 037 N.S.

Restaurant, Alger, cherche pizzaïolo qualifié. 0796 07 83 43 N.S.

Société privée cherche directeur d'unité et directeur de production spécialisé dans la fabrication des équipements de cuisine et matériel frigorifique. Non spécialisé s'abstenir. Envoyer CV : 021 81 91 13 F649/B1

Ecole privée cherche prof en coiffure hommes. - 0552 97 87 94 F124732

Cabinet dentaire situé à Fréha, w. Tizi-Ouzou, cherche remplaçant pour le mois de juillet. Tél.: 026 34 87 31 F117643/B13

Le resto-gastro «Regency», salon de thé, de glaces à Boumerdès recrute filles sérieuses, serveuses + jeune pizzaïolo. Hébergement assuré. Salaire motivant + CNAS. - 0770 56 30 23 F121396/B17

Cherche remplaçant longue durée pour cabinet médical, pour cause de retraite (wilaya de Tizi-Ouzou). Tél.: 026 25 61 91 (HB) F117644/B13

Institut à Hydra recrute une esthéticienne, 2 ans exp. épilation, soins du visage, manucure et pédicure, massage. Tél.: 0770 38 63 98 F124713

Ets cher. JD ing. GC, architecte, TS VRD, tech. dessinateur. CV fax : 021 75 19 57 F124716

Sté cherche BDste - 0558 05 17 77 F124713

Hôtel cherche réceptionniste et main-courante. Fax CV : 024 40 75 25 F124702

EmploiNet recrute comptable, gestionnaire paie, chargé des investissements, aide-comptables, assistante, secrétaire, F. d'entretien. Tél.: 021 74 70 07 / 07 13 - www.emploinet.net F645/B1

EmploiNet recrute ing. maintenance, ing. qualité, ing. logistique, ing. génie civil, métreur-vérificateur, architecte, biologiste (F), ing. agronomie (F), vétérinaire. Tél.: 021 74 70 07 / 70 13 - www.emploinet.net F645/B1

Vous cherchez un emploi ? Appelez aux : 021 74 70 07 / 07 13 - www.emploinet.net F124653

Ecole privée à Boumerdès cherche profs : anglais, français, infographie, Autocad, SAP 2000, 3 DS Max, informatique, Solid-Works. Tél.: 0772 02 65 36 F121394/B17

Ecole privée cherche secrétaire de direction habitant Tizi-Ouzou. Se présenter avec CV + photo : immeuble Abdelli, place du stade 1er-Novembre, T.-O. Tél.: 026 21 39 25 - 026 21 18 63 F117634/B13

BET à B.-M.-Raïs, Alger, recrute dans l'immédiat 02 architectes et 01 assistante, bonne maîtrise de la langue française et de la bureautique. Envoyer vos CV : 021 44 89 33 F117188/B15

Sté privée cherche chauffagistes qualif. oxy.-acét. Tél.: 0550 57 38 80 F124667

Pâtisserie cherche : 2 pâtissiers, 2 briochards, 1 pizzaïolo. Expérience exigée. Adresse : Zhun-Sud, quartier «B», îlot 6, n° 08, Nouvelle-Ville, Tizi-Ouzou. Téléphone : 026 21 42 23 F117635/B13

Cherche serveur qualifié, glacier, plongeur, Kouba. Tél.: 0770 41 84 80 - 0557 04 13 75 F124709

Cherche spécialiste en onglerie (pose capsule, gel, manucure, pédicure, etc.), expérience et rapidité exigées. Lieu de travail Saïd-Hamdine. Non sérieuse s'abstenir. Tél.: 0796 643 105 N.S.

Agence de voyages à Alger recrute : 03 agents billetterie, 01 cuisinier, 01 directeur de colonies de vacances, des moniteurs et monitrices. Envoyez CV : 021 96 67 85 ou par e-mail : alltour1@yahoo.fr

---

SOCIÉTÉ PRIVÉE cherche **électriciens et électriciens bâtiment qualifiés**. Tél.: 0770 26 39 20 - 0770 42 74 49 - 021 56 45 26 N.S.

AVIS DIVERS

CYLKA – Soins à domicile

A votre disposition et assurés par une équipe médicale et paramédicale qualifiée ▶ • Consultation médicale • Kiné • Soins infirmiers, post-opératoires • Prélèvements, analyses et résultats • Conseil, orientation, accompagnement aux hôpitaux d'Alger • Garde-malades • Circoncision.

Appelez-nous au : **0550 40 14 14**

Particulier cherche un prêt de 80 000 DA remboursable par mois, avec garantie. Urgent. - 0559 92 47 04 F124712

Sociétés, entreprises, économisez votre temps, recrutez sur : www.emploinet.net Tél.: 021 74 79 67 - 021 74 70 07 / 70 13 F645/B1

Pour tous vos travaux de peinture, maçonnerie. Tél.: 0772 90 97 03 F124734

A vendre machine Carpigiani. T.: 0794 46 18 91 F124276

SOLIMARKET charge carte, décodage : Dragon, TNT + Biss, 600 DA. F124722

Pour travaux de peinture, maçonnerie, étanchéité. - 0550 32 55 42 F124698

Part. vend, à Akbou, 500 ltrs et plus d'huile d'olive, prix négociable. Contactez : 0663 35 70 32 F111411/B4

Rép. lave-linge, frigo, climatiseur, à domicile. Tél.: 0553 00 07 48 - 0770 10 41 36 F124296

J'achète tous stocks vaisselle + électroménager. Offre par fax : 021 81 70 52 ou tél.: 0555 92 61 30 F124674

Offre 210 000 DA pour conteneurs 40", ttes quantités. Tél.: 0555 92 61 45 F124674

De passage à Alger, la visite de **SOLIMARKET** - 16, rue H.B.Bouali & **CADIC** ZI Rouiba est un devoir. - Mobile, laptop, caméra, lunettes, montre, flashdisk, mémoire, etc. 1/2 prix. F124646

Du jamais vu ! Mobile 2 puces, caméra, bluetooth, MP3, MP4, voix magique, main libre, 3 999 DA. - **SOLIMARKET** - 16, rue H.B.Bouali & **CADIC** ZI Rouiba. F124646

ENFIN NOUVEAUX - ETS BÂTI FLÈCHE CLÉ EN MAIN pr. trvx démolition, construire, terrassement, bornage, étude 3D, maçonnerie, décoration, peinture, étanchéité, nettoyage, ponçage, plomberie, électricité, menuiserie, ferronnerie, installation climatiseurs, pour société, villa, appart, magasin, etc. Votre travail sera avec un reçu de garanti. - 021 67 16 16 - 0555 16 16 06 F496/B1

Achat chaudières, radiateurs, meubles, clim. et divers. Tél.: 021 23 25 60 F124605

Revendeurs ! CADIC Rouiba, mobile, flashdisk, mémoire, etc. aux + bas prix ! Yapamieux. F124273

Pourquoi tourner en rond ? Un mobile, laptop, lunette ou montre s'achètent chez **SOLIMARKET** - H.B.Bouali, Alger. Y'a pas mieux ! F124265

SOLIMARKET - 021 71 74 04 **CADIC** Rouiba ZI - 021 81 33 71/72 F124205

ENT. BATIFLÈCHE : met à votre disposition des professionnels en étanchéité. Notre travail sera avec garantie (10 ans). Autres services : réalisation des chapes, réparation de colonnes d'évacuation, débouchage, nettoyage des caves et regards. Intervention 7/7, 24h/24h. Profitez de notre exp. Tél./Fax : 021 67 16 16 - 0555 16 16 06 F456/B1

Pour tous vos travaux d'électricité, parabol, clim., ext. Contacter Zohir aux : 0551 50 19 07 / 0551 46 54 79 N.S.

RÉPARATION TV, TV plasma, à domicile, 7/7, 20 ans d'exp. - 0771 23 53 01 F496/B1

Vous voulez réussir la tessdira de votre fille ? Vous voulez que ce jour soit le plus beau jour de sa vie ? Faites appel à une professionnelle au : 0554 92 23 08 N.S.

Agence de voyages à Alger cherche pour achat ou location matériels de camping (tentes, tables, chaises, lits, etc.). Tél.: 0790 55 80 20 - 021 97 08 870

Prothésiste ongulaire à domicile avec une flexibilité d'horaire chez vous 7 j / 7, manucure, pose de gel sur ongles naturels, pose de capsules avec gel décoration, produit Peggy Sage. Tél.: 0559 42 43 59 N.S.

SOS

Jeune homme, 22 ans, handicapé à 100 %, cherche couches adultes grand format. Dieu vous le rendra. - 0663 22 81 73

PERDU-TROUVÉ

Perdu chienne berger allemand, 11 mois, à Tigzirt Tasalast, w. Tizi-Ouzou. Forte récompense. Tél.: 0770 41 50 88 F117617/B13

Réparation TV à domicile, toutes marques. Téléphone : 0772 89 17 22 - 0776 33 88 56 N.S.

SOIR DE LA FORMATION

OCCASION À NE PAS RATER : ÉCOLE MAYA lance formation avec **HANANE SALON WIAM**, H. coiffure, maquillage prof. - 0552 97 87 94 F124731

PROTHÉSISTE ONGULAIRE à domicile avec flexibilité d'horaire. Tél.: 0663 88 16 88 F124680

«ECOIN», leader en graphisme, vous propose les sessions de formations accélérées en : infographie, conception sites web statiques + dynamiques, 3DS Max, Autocad, Archicad, MapInfo, SIG, SPSS, programmation, bureautique, dactylographie sur PC - www.ecoin-dz.com F124642

ÉCOLE TECHNIQUE (agréée par l'Etat). Inscriptions nationales : lance formations : **diplomantes** en : géomètre-topographe, gestion des ressources humaines et installation sanitaire et gaz. - **Qualifiante** en : agent de saisie, maintenance informatique et réseaux, réparation des portables (GSM), vidéo-surveillance, assistante maternelle et gestion des stocks et approvisionnements. L'ECOLE TECHNIQUE vous garantit le stage pratique et la résidence. Inscrivez-vous vite ! 0550 230 303 - 026 212 335 - Adresses : Lotissement Ameyoud, rue des frères Beggaz, Nouvelle-Ville, Tizi-Ouzou - contact@ecole-technique.com - www.ecole-technique.com F117563/B13

OFFRE EXCEPTIONNELLE pour la période d'été **– 20 %** de réduction sur toutes les formations (cuisine, pâtisserie, restauration, réception, intendance, HSE, agent de voyages) offerte par **ÉCHOTELLERIE,** ÉCOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE agréée par l'Etat et en partenariat avec l'Ecole nationale supérieure du tourisme El-Aurassi, jusqu'au 15 juillet 2011. L'école vous garantit le stage pratique dans des établissements de renommée au niveau national et international avec possibilité de recrutement, ainsi que d'autres prestations vous sont proposées (hébergement, tenues, manuels). Les inscriptions son en cours. Adresse : centre commercial l'Orchidée, 3e étage (descente de l'université Hasnaoua), Tizi-Ouzou. Tél./Fax : 026 21 44 80 - Mob.: 0552 97 07 06 - 0561 83 29 23 - Site web : www.echotellerie.com - e-mail : contact@echotellerie.com F117588/B13

NAVSI lance atelier-formation : photo-caméra, prise de sons, câblage-maintenance, à Garidi I et Oasis, Kouba. Tél.: 021 28 61 38 - 021 28 62 46 - 021 77 62 03 F637/B1

NAVSI lance atelier de formation : bureautique, PAS, 3 DS Max, maintenance micro, à Garidi I, Kouba, Oasis, Kouba.. Tél.: 021 28 61 38 - 021 77 62 03 -021 28 62 46 F637/B1

NAVSI lance atelier-formation : photo-caméra, montage numérique, prise de sons, câblage-maintenance, à Garidi I, Kouba, et Oasis, Kouba. Tél.: 021 28 61 38 - 021 28 62 46 - 021 77 62 03 - 021 68 95 11 F637/B1

FORMATION EN ÉCHOGRAPHIE MÉDECINS ET SAGES-FEMMES - Initiation et perfectionnement. Contactez : 0554 37 94 94 F50695

PROCENTER BOUMERDÈS. Formations : informatique, infographie, maintenance, Autocad, SAP 2000, Solid-Works, 3 DS Max, cours de français, d'anglais, de maths, de physique, de chimie. - Cité Aliliguia, n° 144, Boumerdès (à côté de l'hôtel Le Rocher). Tél.: 0778 49 54 48 - 0772 02 65 36 121394/B17

SBL ENGLISH SCHOOL, votre partenaire pour améliorer votre anglais, lance nouvelle promo. 24 juin en cycle normal, 26 juin en accéléré. - 021 74 20 58 - 0779 30 32 38 - Grande-Poste, Alger. - 021 81 55 36 - 0561 38 64 33 - Cité EPLF, Rouiba, en face Coca Cola. F606/B1

SPÉCIAL VACANCES, profitez des vacances pour vous inscrire à nos cours accélérés d'anglais, de français, de bureautique et d'infographie (adultes/adolescents/enfants). Tarifs étudiés. Centre PRO-INFO - 06, rue Richelieu, Alger-Centre. - 021 73 50 28/27 ou 68, rue Med-Belouizdad, Belcourt - 021 66 04 13 - 65 31 84 F124669

FORMATION ÉTÉ 2011 - Pendant vos vacances, formez-vous à la 3D, l'infographie, la bureautique, l'anglais et le français. Programme (adultes/adolescents/enfants). Ecole PRO-ADVANCES : 136, bd Krim-Belkacem, Télemly (près Ecole des beaux-arts) - 021 23 06 53 - 23 02 07 F124669

Justiciables, étudiants, émigrants, administrations privées ou publiques, commerçants !

OFFICE DE TRADUCTION

agréé par le ministère de la Justice et le ministère des Affaires étrangères pour les langues :

ARABE, FRANÇAIS, ANGLAIS.

Sis au :

32-bis, avenue Ahmed-Ghermoul, Alger.

Tél./Fax : 021 65 52 07

N.S.

LE SOIR DE L'IMMOBILIER

APPARTEMENTS

Particulier vend très joli appartement F4 de 97 m2 (avec acte), à Saïd-Hamdine (cité EPLF), vue dégagée sur avenue de Sidi-Yahia, refait à neuf (chauffage central, climatiseurs, réserve d'eau, pré-installation TV et téléphone, cuisine et salle de bains aménagées, placards dans toutes les chambres. Contact : 0556 96 38 16 N.X.

NECROLOGIE

DÉCÈS

Les familles Ouamrane et Astouati, parents et alliés ont l'immense douleur de faire part du décès de leur chère mère, sœur, grand-mère et tante

Mme Vve Ouamrane Zohra née Astouati

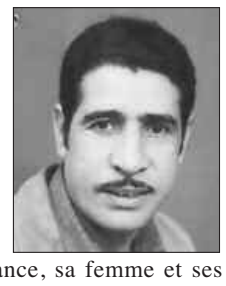
à l'âge de 83 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui mercredi 15 juin 2011, au village Aït-Mansour, Hasnaoua.

Que Dieu le Tout-Puissant ait son âme et l'accueille en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

PENSÉES



Pénible et douloureux restera le 15 juin 2007 où nous a quittés à jamais notre très cher et regretté père

Bentegri Mohamed

En cette douloureuse circonstance, sa femme et ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

Repose en paix. Que Dieu le Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis. Amine. F124729

A la mémoire de

Moh Akli Bougha

Quatre années déjà que nous a quittés notre frère Mohamed dit Moh Akli, de Sidi-Amar, DBK, laissant dans notre vie un vide qui ne sera jamais comblé.

En cette douloureuse, triste et pénible circonstance, ses frères Nacer et Chabane, ses sœurs Fatiha, Houria, Malika, ses belles-filles Ghenima et Djahida avec leurs enfants, ses fils Sid-Ali, Akli, Ishak, Kahina, Manel, ainsi que son époux prient tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

Repose-toi bien en paix, frère. Et voilà un joli poupon de ton fils Sid-Ali qui s'appelle Mohamed.

Tu resteras toujours présent dans nos cœurs.

Nacer. F117636/B13

Le 15 juin 2010, un an déjà depuis que nous a quittés notre chère yemma

Safia Belhouari

Tu as laissé un vide immense que rien ne comblera. Yemma, tes enfants te pleurent encore. Il ne se passe pas un jour sans que chacun de tes gestes et surtout chacune de tes paroles nous reviennent à l'esprit.

Yemma, tu nous manques à tous. Rabbi yarahmek.

Une pensée pour une yemma inoubliable. F124736

REMERCIEMENTS

Suite aux nombreux témoignages de soutien exprimés suite au décès de leur cher époux et père

Hamid Tata

la famille Tata remercie toutes celles et tous ceux qui ont compati à leur douleur.

F124717

Vds F3, acte, BEZ. - 0772 43 10 50 F124723

Agence immobilière Si M'hidine, Tizi-Ouzou. - Tél.: 0662 06 53 70 - 0699 95 41 10 - 0550 84 06 40 - Vend F3 acté, 95 m2, Tigzirt, 650 u. + Vend F3 acté, 90 m2, M'douha, avec crédit bancaire, 660 u. négociable. F117638/B13

Vente appartement Alger-Centre, rez-de-chaussée, 164 m2, à usage commercial. Nous contacter à partir de 14 h, tél.: 0667 33 86 99 F124647

Agence Jassy Immo - 0550 596 642 - 0550 597 375 - 026 201 026 - A vendre logts F1 à F5, Tizi-Ouzou, Fréha, Azazga, Corso, Garidi 1, Bordj-Menaïel (finis et semi-finis). F117630/B13

Pro. imm. vend, à Boumerdès centre-ville, logts en cours de finition + locaux. - 0560 25 02 10 - 0553 58 07 63 - 021 91 03 06 HB. F626/B1

LOCATIONS

De particulier à particulier, loue F3 meublé, maison individuelle dans rue piétonne, à proximité du lycée Ste-Elizabeth (Télemly). Tél.: 0792 206 209

Loue, à Tigzirt-sur-Mer, appartements (pieds dans l'eau), pour vos week-ends durant le mois de juin et en quinzaine du 1/7/2011 au 15/7/2011, du 17/7/2011 au 31/7/2011, période Ramadhan, week-end, semaine, quinzaine. Tél.: 0560 41 10 31 F117642/B13

A louer F3 standing, centre-ville Draâ-El-Mizan, pour fonction libérale. Tél.: 0772 17 79 76 F124711

Local à louer, Bab-El-Oued. - 0555 25 33 51 F124720

VENDS VILLA

Vends avec acte villa de 337,50 m² bâtie sur trois niveaux avec prise au sol de 127 m² située à Bouzaréah au quartier La Fumée (proche de l'université). La villa est composée de six pièces dont un salon de 47 m², une cour, deux salles de bains, une cuisine aménagée avec l'ensemble de l'électroménager, un garage pouvant contenir deux véhicules et un bureau.

La villa comprend également une terrasse et un grenier.

Tél. : 0699017509.

Loue niv. de villa 5 p., 140 m2, TTC, g., j., Ch. Mackley, Ben-Aknoun. - T.: 0794 46 18 91 F123923

Loue N. villa profession libérale, D.-Ibrahim. - 0771 11 81 52 F124694

Loue studios, Chenoua-Plage, pieds dans l'eau, avec garage - Loue appt 5 p., csb, place Audin, 2e étage. Tél.: 0770 45 76 10 F124681

Ag. loue F4, 6e ét., Draria, F4 NV, Birtouta. Tél.: 0556 64 53 02 F124641

LOCAUX COMMERCIAUX

A vendre restaurant, bord de mer, résidence Alzon, avec terrasse de 100 m2. Vue imprenable. Tél.: 0661 23 01 01 - 0661 11 15 17 - Annaba, El-Kettara. N.S.

Vds local Pl. 1er-Mai, 150 m2, 350 u., p. atelier. - 0771 19 23 69 - Alger. F124738

VILLAS

Vends ou loue villa standing, Haute-Ville Tizi-Ouzou, dans quartier tranquille, toutes commodités, 1 500 m2, jardin arboré. Tél.: 026 25 61 91 (HB). F117644/B13

Agence immobilière Si M'hidine, Tizi-Ouzou. - Tél.: 0662 06 53 70 - 0699 95 41 10 - 0550 84 06 40 - Loue villa quartier C, N.-Ville, 5 unités/mois + Loue villa (profession libérale), Tours Villas, 20 000 DA/mois. + Loue immeuble pour société étrangère ou nationale, très bien situé (centre-ville de Tizi-Ouzou (R+4). F117638/B13

SOIR AUTO

Vds Fiat Grande Punto, 1.2 essence, 2010, 22 000 km. - 0699 63 33 89 F641/B1

Maghreb-Location-Auto. - Tél.: 021 23 56 52 - 021 23 63 21 F124172

CARNET

ANNIVERSAIRE

15 juin 2005 - 15 juin 2011

Notre princesse adorée, notre fille

Bahbouh Sofia

a soufflé sa 6e bougie. En cette heureuse occasion, son papa Mahieddine, sa maman, sa sœur Maya et ses grands-parents lui souhaitent une longue et heureuse vie pleine de joie et de bonheur. Gros, gros bisous, Sofia.

Papa et maman qui t'aiment. F124718

Agence Numédia - Tél.: 0770 92 70 54 - 0559 28 05 63 - 0560 49 00 02 - Vend villa R+2 + comble, avec piscine, puits, garage, acte, permis de construire (pied dans l'eau), à Sidi-Khaled, Tigzirt. F117637/B13

Vds, dans prom., villa R+2, Souidania-Centre. - 0550 35 53 97 F124641

Vds villa résid., Birkhadem, finie 80 %. Tél.: 0556 64 53 02 F124641

P. à p., vds villa, style colonial, sup. 511 m2 (bâti 82 m2), Mohammadia, ex-Lavigerie - 0772 966 644 - 0665 947 382

TERRAINS

Ag. Mètre Carré vend terrain situé sur hauteurs de Kouba, avec vue sur baie d'Alger, quartier résidentiel, sup. 1 500 et 870 m2. Tél.: 021 28 32 16 - 0661 64 39 94/97 - contact@lemetrecarre.com F124658

Vds 6 lots de terrain,superficie variant entre 150 et 200 m2, situés à Hammam-Guergour, Bougaâ, Sétif. Possibilité de vendre tous les terrains en un seul lot. Conviendrait promotion immobilière, hôtel. Tél.: 0663 45 01 90 F124704

PROSPECTIONS

Rapide Immo. cherche p/ses clients appts, terrains, villas, vente ou location, Kouba, S.-Hamdine, Hydra, Birkhadem, Aïn-Naâdja, El-Achour et environs - 0770 400 400 F496/1

Cherche locat. local + 15 m2, rue commerçante, Alger + envir. Tél.: 0555 92 61 30 - 0555 92 61 45 F124707

FÉLICITATIONS

A

El-Ouar Abderraouf

Ton grand-père Omar et Mani ont appris avec joie ta réussite à la 6e. Bravo, mon petit ! Tu as fait une entrée dans l'éducation nationale.

Ô Allah ! Guide-le dans le droit chemin, conformément à Ta sourate El Fatiha, comme je Te demande de me donner longue vie pour le voir heureux.

Il est écrit dans le Coran quand tes croyants forment des douaâs et t'appellent en acceptant leurs vœux. F124728

Félicitations à

Belhocine Ramzi

d'Oran pour sa réussite à l'examen de 6e. Son papa Larbi, sa maman et toute la famille Belhocine sont fiers de lui et lui souhaitent d'autres succès à l'avenir. Bravo, Ramzi ! F121397/B17

DEMANDES D'EMPLOI

JH, 39 ans, 15 ans d'expérience comme agent de sécurité, serveur et autres, à la Maison de la Presse Tahar-Djaout), cherche emploi. Tél.: 0793 94 31 N.S.

Homme sérieux, dynamique, cherche emploi comme chauffeur avec son véhicule. Tél.: 0663 03 13 37 F124684

JH, possède véhicule neuf, avec chauffeur, cherche emploi. Tél.: 0662 78 15 41 F124608

Dame, bonne pâtissière, prépare makrout et griouèche, à son domicile. Tél.: 0559 66 94 90

Développeur de site web cherche emploi, voir CV sur le site : http://www.farouk.site90.net - Tél.: 0550 71 39 10 - e-mail : farouktouil@hotmail.fr

---

Proviseur de lycée à la retraite, longue expérience dans le domaine administratif, dynamique, sens des responsabilités, cherche emploi dans école privée ou lycée privé. Tél.: 0557 46 68 12

JH, 35 ans, licence en finances et techniques bancaires, DEUA d'anglais technique, expérience comme contrôleur qualité (Hamoud Boualem), analyse de la production, agent pompiste Naftal, distribution carburant, encaissement, langues : arabe, français, anglais, cherche emploi même au Sud. Tél.: 0790 61 85 27

JH, 38 ans, marié, études supérieures dans la gestion des l'administration Gle et management, diplôme en finances et compta, ayant occupé plusieurs postes de responsabilité, esprit d'initiative, d'organisation et de rigueur, cherche poste dans société ou organisme étatique. Mob.: - 213 (0) 0550 312 365

JH, ingénieur en construction mécanique, 2 ans d'expérience, domaine travaux pipeline, cherche emploi. Tél.: 0777 03 72 37

JH de 23 ans cherche emploi dans une société comme menuisier ou vendeur, ou autre. Tél.: 0560 41 25 37

JH âgé de 37 ans, marié, deux enfants, cherche emploi comme chauffeur catégorie B, C, E, 10 ans d'expérience. Tél.: 0793 94 85 35

JH, 25 ans, licence en sciences de gestion, option finance, commissaire aux comptes stagiaire, cherche emploi. Tél.: 0773 45 30 45

Femme, sérieuse cherche emploi comme garde-enfants ou garde-malade ou autre. Tél.: 0560 67 13 27

Félicitations

Pour ta réussite en 5e et en attendant d'autres conquêtes

HIND NAÏT DJOUDI,

reçois les félicitations de toute la famille, de Aazouzou à Yamina.

Tous sont heureux et fiers de toi.

F 117645/B13

Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

ARABIE SAOUDITE

Les femmes veulent conquérir le droit de conduire

Des militantes saoudiennes ont appelé les femmes du royaume à prendre le volant vendredi dans le seul pays au monde où elles n'ont pas le droit de conduire, au risque de se faire arrêter.

La campagne Women2drive, lancée sur les réseaux sociaux, doit se poursuivre «jusqu'à la publication d'un décret royal autorisant les femmes à conduire», selon la page Facebook des organisateurs dans le royaume ultraconservateur.

L'Arabie saoudite a été à l'abri de la vague de changement qui bouleverse le monde arabe depuis le début de l'année, et deux appels lancés sur les réseaux sociaux en mars pour des manifestations appelant à des réformes ont été ignorés dans ce riche pays pétrolier.

Mais à présent, «il semble que les femmes, principales victimes de l'oppression, aient décidé de prendre la tête du mouvement pour le changement dans la société saoudienne», affirme la romancière Badriya Al-Bichr. Aucune loi n'interdit aux femmes de conduire, mais les autorités se fondent sur une fatwa, promulguée dans le royaume dont les lois s'inspirent d'une version rigoriste de l'islam, et invoquent l'opposition des puissants religieux conservateurs pour maintenir l'interdiction.

Les femmes doivent engager un chauffeur ou, si elles n'en ont pas les moyens, dépendre du bon vouloir des membres masculins de leur famille. «Les dirigeants doivent prendre une décision et autoriser les femmes à conduire», estime Mme Bichr. «La société saoudienne a changé, elle est composée à 60% de jeunes qui sont prêts à mener une existence moderne.»

Dans le même temps, une campagne a été lancée sur internet pour inciter les hommes à «frapper» les Saoudiennes qui oseront prendre le volant.

Mais un influent prédicateur, Abdel Mohsen Al-Obeikan, a récemment affirmé que la femme pouvait être autorisée à conduire «à la campagne». Selon la presse, les Saoudiennes prennent souvent le volant dans les zones rurales reculées. «L'introduction de la radio et de la télévision ainsi que l'enseignement généralisé pour les filles se sont heurtés aux réticences sociales par le passé, mais des décrets royaux les ont imposés», a souligné une activiste qui a requis l'anonymat. L'icône de la campagne de vendredi est Manal Al-Charif, une jeune informaticienne libérée le 30 mai après avoir été détenue pendant deux semaines pour avoir bravé l'interdiction de conduire et posté sur Youtube une vidéo la montrant au volant. Une pétition adressée au roi Abdallah, demandant sa libération, avait rassemblé 3 345 signatures, alors que plus de 24 000 personnes lui avaient exprimé leur soutien sur une page Facebook. Jeudi dernier, six Saoudiennes ont été brièvement arrêtées à Riyad alors qu'elles s'entraînaient à conduire sur un terrain vague. Mais contrairement à leurs aînées qui avaient effectué en novembre 1990 un défilé à Riyad au volant de leurs voitures avant d'être arrêtées, les activistes ont appelé cette fois-ci les femmes à prendre des initiatives individuelles. Et dans une série de recommandations sur Facebook, elles leur demandent d'être dûment voilées et d'arborer «le drapeau saoudien et le portrait du roi Abdallah, pour montrer notre nationalisme». Les initiatrices de la campagne appellent également les femmes à «avoir de préférence un homme à leurs côtés, pour les protéger. Si vous êtes arrêtées, n'ayez pas peur, vous aurez juste à signer un engagement écrit».

Des activistes saoudiens ont adressé début juin une lettre ouverte, signée par plus de 10 000 personnes, à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, l'appelant à soutenir le droit des Saoudiennes à conduire. Les Saoudiennes n'ont également ni le droit de voyager sans l'autorisation d'un tuteur, ni le droit de voter et sont placées en position d'infériorité en cas de divorce ou d'héritage.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

1, 2, 3 systèmes !

Consultations politiques. Abdekka a lancé des invitations à 4 anciens présidents : Ben Bella, Chadli, Kafi et Zeroual. Je dois avoir de sacrés problèmes avec les mathématiques. Parce que j'ai beau compter et recompter, je n'en vois qu'un !

Parmi les 5 cités !

Ah ben non ! C'est pas loyal, ça ! Si même Ali Kafi en vient aujourd'hui à appeler au départ du système, où allons-nous ? Moi, du coup, j'en perds mes repères ! J'ai besoin de repères ! Et dans mes repères, j'ai beau chercher, y a pas Kafi en haut d'une barricade, le front ceint d'un bandana, le regard farouche et tenant à la main une banderole sur laquelle serait inscrit «Pouvoir, dégage !». Dans mes repères à moi, Kafi, c'est le système. Vous comprendrez alors que je sois pour le moins désorienté. Comment le système peut-il appeler au départ du système ? Question qui en appelle fatalement un tas d'autres tout aussi existentielles. Y aurait-il deux systèmes ? L'un en fonctionnement, l'autre de réserve. Comme dans les courses de Formule 1, ou, pour rester dans l'actualité comme lors des 24 heures du Mans, avec la voiture mulet que l'on garde sous le coude en cas de pépin grave ? Existe-t-il des voies de communication, des passerelles entre les systèmes ? Peut-on passer d'un système à l'autre, de celui en cours à celui en réserve ? Comment les gens des deux systèmes se reconnaissent-ils entre eux ? Ont-ils des codes distinctifs, des habits rituels qui les différencient et une phrase secrète spécifique grâce à laquelle ils peuvent accéder aux salles de réunion, le soir, lorsque les enfants et Louisa Hanoune sont couchés ? En cas de crise profonde du système, les toubibs du second système, celui de réserve, ont-ils le droit de donner un avis médical, de prescrire des soins ou alors doivent-ils juste se contenter de casser les grèves des médecins résidents, qui eux ne sont membres ni du premier ni du second système ? Peut-on imaginer un jour un pouvoir à deux systèmes, à deux têtes, les deux fonctionnant en même temps, comme l'hydre ? Auquel cas, cela poserait un problème nouveau. Si cette double direction du pays, ce pilotage des affaires de la Nation par deux systèmes en même temps n'arrivait pas malgré tout à nous sortir de la crise, qui, alors, appellerait au départ des deux systèmes en cours ? Quoi ? Un 3e système ? Je n'ose y croire ! Et il y aurait qui dans ce 3e système ? Comment et à travers quelle figure l'identifier ? Ah ! Bon ! Vous en êtes absolument sûrs ? Il faudra attendre les réactions à la dernière sortie de Kafi, c'est ça ? Celui qui réagira avec force et véhémence, par voie de communiqué ou par voie de contribution dans la presse, ça sera lui le représentant du 3e système ? Merci de m'éclairer sur cette véritable saga des systèmes ! Je peux vous poser une dernière question sans paraître abuser de votre gentillesse, de votre disponibilité et de patience ? Dites-moi juste un truc : l'usine à systèmes, elle est implantée où, dans quelle zone industrielle du pays ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.